

AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

N° 99
Décembre 2019



LA JEUNESSE À L'AVANT-GARDE DE LA MOBILISATION

DÉSŒBÉISSANCE CIVILE
La sonnette d'alarme

GAZA
Un peuple en cage

**AMNESTY
INTERNATIONAL** 

INVITATION À LA CONFÉRENCE ANNUELLE 2020

La Conférence annuelle/
Assemblée générale (AG) 2020
aura lieu les 2 et 3 mai 2020
à l'Union postale universelle à Berne.

Vous pourrez vous inscrire dès février
et au plus tard jusqu'au 22 mars 2020.

Toutes les informations sur :
www.amnesty.ch/ag

« Comment les droits humains sont-ils affectés
par la crise climatique? Quel rôle l'État, les entre-
prises et la société civile jouent-ils à cet égard? »
Ces questions et d'autres encore seront abordées
lors de la Conférence annuelle et de l'Assemblée
générale de la Section suisse d'Amnesty Interna-
tional 2020.

Dans le cadre d'une table ronde en présence
d'expert-e-s, nous discuterons des défis actuels
et futurs que la crise climatique engendre pour
les droits humains. Venez partager votre vision et
participez aux workshops ainsi qu'à l'action qui
s'annoncent passionnants!

La table ronde est ouverte à toutes et tous. Devenez
membre dès aujourd'hui pour pouvoir participer et
voter lors de l'Assemblée générale.

L'IMPACT DE LA CRISE CLIMATIQUE SUR LES DROITS HUMAINS



Engagez-vous au Comité exécutif d'Amnesty Suisse!

Vous souhaitez contribuer à façonner Amnesty Suisse, vous comprenez bien le français et l'allemand, vous disposez d'environ 200 heures par an pour vous impliquer et vous êtes déjà membre? Alors prenez contact avec nous! Nous recherchons une personne ayant un intérêt et des compétences dans le domaine des finances.

Merci de nous contacter via info@amnesty.ch d'ici la mi-janvier.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Photo de couverture © Shutterstock/Vagengeim

OUVERTURES

- 4 **Éditorial**
- 5 **Good News**
- 6 **En image**
- 7 **En bref**
- 9 **Opinion**
Climat : s'inspirer des projets « radicaux »

POINT FORT

La jeunesse s'engage



La nouvelle génération se mobilise pour diverses causes : réfugié-e-s, droits des femmes ou LGBTQI+. Elle est même à l'avant-garde de la question climatique.

- 12 **« Notre avenir nous est volé! »**
Façonné par les enjeux sociétaux actuels, l'engagement des jeunes tend à se déployer en dehors des formes traditionnelles d'organisation que sont les partis.
- 14 **Figures militantes**
Portrait de quatre jeunes activistes qui s'engagent en faveur du climat, pour les droits des femmes, des personnes LGBTQ+ ou des réfugié-e-s.
- 18 **Verte jeunesse**
Une vague verte a déferlé sur Lausanne en août dernier sous l'impulsion de 450 étudiant-e-s, dont la Suédoise Greta Thunberg, venu-e-s pour le sommet Smile For Future. Reportage.
- 20 **En prison pour avoir sauvé des vies**
Sarahardini et Seán Binder ont porté secours à des réfugié-e-s sur l'île de Lesbos. Les deux jeunes gens risquent une peine de 25 ans de prison.

ÉCLAIRAGES

- 22 **Désobéissance civile**
La sonnette d'alarme
- 25 **Allemagne**
Quand l'AfD entrave les jeunes
- 28 **Gaza**
Un peuple en cage



Nombre de jeunes fuient la Bande de Gaza dans l'espoir d'un avenir meilleur.

ÉCHOS

- 32 **Couvertures**
Héroïne malgré elle
Avant Rosa Parks
Droits des femmes à l'honneur
- 33 **Couvertures**
Une BD humaniste
La farce moderniste
- 34 **BD**
Par Léandre Ackermann
- 35 **Interview**
Anne Frank, mémoires en scène
- 36 **Espace fiction**
La balançoire

ACTION

- 39 **Portrait**
Mathias Reynard, porteur de voix

Impressum : AMNESTY, le magazine des droits humains paraît tous les trois mois. N°99, décembre 2019. AMNESTY est le magazine de la Section suisse d'Amnesty International. En tant que journal généraliste des droits humains, AMNESTY est amené à traiter de sujets qui ne reflètent pas toujours strictement les positions de l'organisation. Amnesty International a adopté un langage épique : plus d'informations sur www.amnesty.ch/epicene **Éditeur** : Amnesty International, Section suisse, 3001 Berne, tél. 031 307 22 22, fax: 031 307 22 33, e-mail: info@amnesty.ch **Rédaction** : AMNESTY, Rue de Varembe 1, 1202 Genève, tél. 021 310 39 40, fax 021 310 39 48, e-mail: info@amnesty.ch **Administration** : Amnesty International, Case postale, 3001 Berne. Veuillez svp indiquer le n° d'identification qui se trouve sur l'étiquette lors de paiements ou de changements d'adresse. Merci! **Rédactrice en chef** : Nadia Boehlen **Journaliste stagiaire** : Camille Grandjean-Jornod **Rédaction** : Lise Cordey, Candice Georges, Paolina Hurlimann, Julie Jeannot, Anaïd Lindemann, Déo Negarniyimana, Bénédicte Savary, Tharcisse Semana, Amandine Thévenon **Corrections** : Sonia Rihs, Nicole Edwards, Marga Voelkle **Ont également participé à ce numéro** : Markus Bickel, Alain Bovard, Sabine Eddé, Franziska Grillmeier, Joëlle Luisier, Olivier Pironet **Diffusion** : membres (dès cotisation de 30 francs par an) **Le magazine AMNESTY est disponible en ligne** : issuu.com/magazineamnestysuisse **Conception graphique** : www.muellerluetolf.ch **Mise en page** : Atoll « îlots graphiques » Catherine Gavin **Impression** : Stämpfli, Berne. Imprimé sur du papier issu d'une production durable, emballage principalement à base de déchets de matières premières renouvelables. **Tirage** : 35661 exemplaires.

www.amnesty.ch
facebook.com/amnesty.suisse
twitter.com/amnesty_suisse
International: www.amnesty.org
www.instagram.com/amnesty_suisse



© Samuel Fromhold

On peut aisément se laisser gagner par le pessimisme si l'on observe les allégeances politiques au niveau européen. Les postures populistes se sont renforcées et étendues, légitimées par l'élection de Donald Trump à la présidence étasunienne.

Que ce soit en faveur du premier ministre italien Matteo Salvini (Ligue du Nord), du FPÖ autrichien qui a gouverné quelques mois en coalition avec le parti conservateur chrétien-démocrate, des démagogues autoritaires d'Europe centrale, de l'AfD allemande ou du Rassemblement national de Marine Le Pen en France, un Européen sur quatre vote désormais populiste. Soit 25% de la population de toute l'Union, contre 7% il y a vingt ans, révélait une étude du *Guardian* publiée l'automne passé.

Bonne nouvelle, notre nouveau Parlement est plus féminin, plus à gauche, plus vert, et... plus jeune! Partout en Europe, la nouvelle génération se mobilise pour venir en aide aux réfugié-e-s, œuvrer pour les droits des femmes ou en faveur de la préservation de notre planète. Sur la question climatique, les jeunes sont même à l'avant-garde de la mobilisation, manifestant par millions depuis des mois à travers le monde pour exiger les changements requis. Certain-e-s dirigeant-e-s se sont empressé-e-s de railler leur naïveté et leur manque de pragmatisme politique. Pourtant, suite à l'impulsion répétée des jeunes, des partis revoient leur programme et des dirigeant-e-s s'engagent à agir plus rapidement. En cette période de montée des populismes et de révisionnisme de droits fondamentaux que l'on croyait acquis, la mobilisation des jeunes est bienvenue! Suivons-les et soutenons-les!

Nadia Boehlen, Rédactrice en chef

GOOD

Un Parlement plus paritaire

SUISSE – Les élections fédérales du 20 octobre ont été historiques pour les Suissesses: il n'y aura en effet jamais eu autant de femmes au Conseil national. Avec 84 élues, elles occupent désormais 42% des sièges de la Chambre du peuple, soit 20 sièges de plus qu'en 2015. Leur part se rapproche ainsi de la parité. Outre ce sursaut égalitaire, les électeurs et les électrices ont élu le plus jeune Conseil national de l'histoire, avec un âge moyen des parlementaires pour la législature 2019-2023 de 49 ans, contre 50,3 ans lors de la précédente législature. Un «rajeunissement» dû notamment à la poussée des Verts et des Verts Libéraux, qui ont brillé par une impressionnante progression au Parlement fédéral.

Libérations inédites

ÉTATS-UNIS – Le mouvement est sans précédent: l'Oklahoma a libéré lundi 4 novembre près de 500 prisonniers et prisonnières d'un coup. Les électeurs et les électrices de cet État du Midwest, qui détient le record du taux d'incarcération le plus élevé des États-Unis avec la Louisiane, avaient voté en 2016

pour la requalification de certains délits, ouvrant ainsi la voie à la libération anticipée de plusieurs centaines de personnes. Les détenu-e-s libéré-e-s représentent environ 2% des personnes incarcérées en Oklahoma (elles sont près de 26000 au total). La plupart des prisonniers et prisonnières relâché-e-s – dont environ 70 femmes – étaient enfermés-e-s pour possession de drogue.

Quelques mots sur l'emballage plastique du magazine

Le magazine Amnesty que vous tenez entre les mains est emballé avec du plastique recyclable. Pour quelles raisons?

- Le magazine est accompagné du supplément de campagne «Agir» et d'une lettre. L'envoi non emballé d'un cahier avec annexes n'est pas autorisé par La Poste Suisse.
- Nous pouvons difficilement nous passer d'une lettre et d'un bulletin de versement. Les dons qu'ils génèrent sont nécessaires pour financer le magazine.
- Une expédition via enveloppe n'est pas possible, car le bilan écologique d'une enveloppe s'avère, d'après des études, environ 20% moins bon qu'avec le film de protection en plastique. Non seulement la production d'enveloppes consomme plus d'énergie, mais les enveloppes sont aussi beaucoup plus chères.

Le film de protection n'est cependant pas uniquement constitué de «plastique». L'emballage se compose d'au moins 50 à 85% de matières premières renouvelables (soit des restes de la production de sucre de canne). Les émissions de CO₂ pendant la production sont également inférieures à celles des films fossiles conventionnels.

La rédaction du magazine **AMNESTY**

D N E W S

La journaliste Hajar Raissouni graciée et libérée

MAROC – La journaliste Hajar Raissouni, condamnée à un an de prison ferme pour « avortement illégal » et « sexe hors mariage », a finalement été graciée par le roi du Maroc. Son cas avait soulevé l'indignation dans son pays comme à l'étranger. La jeune femme de 28 ans, ainsi que son fiancé et le gynécologue accusé de l'avoir aidée à avorter, ont été aussitôt libérés. La société civile continue toutefois de se mobiliser pour faire abroger les lois pénalisant les relations sexuelles hors mariage et l'avortement. Suite à cet événement, l'écrivaine Leïla Slimani et la réalisatrice Sonia Terrab ont lancé en septembre dernier une tribune signée par 490 « hors-la-loi » – en référence à l'article 490 du Code pénal marocain qui punit de prison les relations sexuelles hors mariage – pour défendre la liberté sexuelle au Maroc. Le manifeste a depuis lors été signé par plus de 10 000 femmes.



Hajar Raissouni a été arrêtée le 31 août alors qu'elle quittait le cabinet d'un médecin à Rabat.

Vers une interdiction des propos haineux envers les LGBTQ+

SUISSE – Une étude de l'ILGA (Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes), publiée au printemps dernier, plaçait la Suisse à la 27^e place (sur 49 pays en Europe) en matière de droits et de libertés LGBTQ+. Un rang décevant qui s'explique notamment par le fait que, contrairement à de nombreux autres pays, la Confédération ne fait pas

de la haine et du dénigrement contre les personnes LGBTQ+ une infraction punissable par la loi. Le Conseil fédéral et le Parlement ont dit oui à l'extension de la norme antiraciste aux cas d'appels à la haine fondés sur l'orientation sexuelle (l'identité de genre n'est pour l'heure pas concernée). La votation populaire est prévue le 9 février prochain. Amnesty et Queeramnesty s'engagent en faveur d'un « Oui pour une protection contre les discriminations ».



Amnesty International Suisse soutient le comité « **Pour une protection contre les discriminations – oui** ».

L'avortement enfin dépénalisé

IRLANDE DU NORD – C'est le 22 octobre, à minuit très précisément, que sont entrées en vigueur les lois dépénalisant l'avortement (il était jusqu'ici passible de prison, sauf si la grossesse menaçait la vie de la mère) et légalisant le mariage pour les personnes de même sexe en Irlande du Nord. Une victoire pour la société civile, et plus particulièrement pour les militant-e-s des droits des femmes et des droits LGBTQ+, au regret du parti ultraconservateur DUP (Parti unioniste démocrate), qui espère encore faire annuler cette modification de la loi.

Contrairement au reste du Royaume-Uni, où il est autorisé depuis 1967, l'avortement était jusqu'ici illégal en **Irlande du Nord**.



© Brendan Herkin/loveequality



LIBAN – Depuis quelques mois, les mouvements de contestation se multiplient à travers le monde. Des rues de Hong Kong à La Paz, en passant par Quito, Barcelone, Beyrouth et Santiago, des millions de personnes sont descendues dans les rues pour exercer leur droit de manifester et réclamer des changements à celles et ceux qui sont au pouvoir. La plupart des gouvernements ont choisi de réagir de manière totalement disproportionnée. C'est le cas au Liban, où les forces de sécurité ont eu recours à des mesures excessives pour disperser des manifestations majoritairement pacifiques. Dans le centre de Beyrouth (photo), elles ont tiré d'énormes quantités de gaz lacrymogènes sur la foule, et pourchassé des manifestant-e-s sous la menace d'une arme et en les frappant. Dans la ville de Tripoli, les forces de sécurité ont fait usage de balles réelles pour disperser les rassemblements.

Droits humains bafoués au nom de la lutte antiterroriste

SUISSE – Les projets de loi présentés par le Conseil fédéral pour prévenir et combattre le terrorisme prévoient des atteintes importantes aux droits fondamentaux et aux droits humains, estime la plateforme des ONG suisses pour les droits humains, dont Amnesty International fait partie. La nouvelle loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT) vise à fournir à la police davantage de moyens contre les personnes potentiellement dangereuses, en dehors de la procédure pénale, c'est-à-dire dans le domaine de la prévention. Pour ordonner ces mesures, les autorités n'auront besoin que de certains indices indiquant une possible future activité terroriste. En fin de compte, de simples présomptions et des spéculations sur les intentions et les actions futures des individus pourront constituer la base des mesures policières. Par ailleurs, certaines mesures préventives concerneront des mineur-e-s : l'assignation préventive à résidence pourrait par exemple être utilisée dès l'âge de 16 ans. L'interdiction de contact

et l'interdiction de périmètre pourraient, elles, être prononcées à l'encontre d'enfants de

13 ans. Des mesures contraires aux obligations de la Suisse en matière de droits humains.

La solidarité toujours criminalisée

SUISSE – Condamnée en 2017 pour avoir fait entrer illégalement une vingtaine de migrant-e-s en Suisse entre août et septembre 2016, Lisa Bosia Mirra a vu sa peine allégée par le Tribunal de Bellinzone. La Cour d'appel de Locarno a acquitté l'ancienne élue tessinoise de l'accusation d'aide au séjour illégal, mais a maintenu l'accusation d'aide à l'entrée et à la sortie illégales. Elle a par ailleurs allégé la peine pécuniaire de 8800 francs avec un sursis de deux ans assortie d'une amende de 1000 francs. Selon le nouveau verdict, la peine pécuniaire est réduite à 2200 francs et l'amende est supprimée. Un geste insuffisant, déplore Amnesty International Suisse, qui estime que les pouvoirs judiciaires des différents cantons devraient cesser de poursuivre et de condamner les actes de solidarité envers les migrant-e-s et les réfugié-e-s. Lisa Bosia Mirra fera appel devant le Tribunal fédéral.



Lisa Bosia Mirra a aidé 20 personnes à franchir la frontière entre l'Italie et la Suisse entre août et septembre 2016.

SURVOL

FRANCE – Du 1^{er} janvier au 1^{er} novembre 2019, 127 femmes ont été tuées en France par leur conjoint ou ex-compagnon. Soit plus d'un féminicide tous les trois jours. Pour tenter d'enrayer ce phénomène, le gouvernement français a lancé début septembre un « Grenelle des violences conjugales », soit des groupes de travail pour plancher sur cette thématique. Une mesure que les organisations de défense des droits des femmes jugent encore insuffisante.

POLOGNE – Des manifestations ont eu lieu mi-octobre à Varsovie contre une proposition de loi du parti conservateur Droit et Justice (PiS) pénalisant l'éducation sexuelle. Selon ce projet de loi, les enseignant-e-s ou les médecins « encourageant ou approuvant des rapports ou d'autres activités sexuelles de mineurs » pourraient être puni-e-s de peines de prison allant jusqu'à trois ans.

ÉTATS-UNIS – Selon World Relief, une ONG spécialisée dans l'accueil des réfugié-e-s, les États-Unis n'ont accueilli aucun-e réfugié-e au mois d'octobre. Une situation qui serait le résultat d'un gel des admissions par le département d'État. Le gouvernement américain a, par ailleurs, fixé le plafond d'admission de réfugié-e-s à 18000 personnes pour 2020 (il était à 110000 en 2016). Cela représente le chiffre le plus bas annoncé depuis trente ans.

REGARD DÉCALÉ DU CAVIAR CONTRE LA CENSURE

Le lundi 21 octobre 2019, les lecteurs et les lectrices australien-ne-s ont eu la surprise de découvrir leurs journaux ornés de unes rayées de noir et caviardées, avec en titre une question choc : « *Quand le gouvernement vous cache la vérité, qu'est-ce qu'il vous cache ?* » Cette campagne pour le droit à l'information intervient après des descentes de la police fédérale, il y a quelques mois, dans les studios de la chaîne de télévision nationale ABC et au domicile d'une journaliste de News Corp, qui avaient publié deux informations embarrassantes pour le gouvernement. Une initiative intelligente qui a le mérite de rappeler que, même en démocratie, la liberté de la presse ne tient finalement qu'à un fil. Emilie Mathys

Contestations inédites

CHILI – Des manifestations d'une ampleur inédite secouent actuellement le pays. Motif : les inégalités sociales toujours plus importantes. De violentes émeutes ont notamment eu lieu dans la capitale Santiago. Amnesty International a observé de graves violations des droits humains dans le cadre de la répression du mouvement, notamment un recours excessif à la force et à la torture, ainsi que des perquisitions illégales et des arrestations arbitraires. Les tentatives de négociation de l'opposition avec le gouvernement de Sebastián Piñera n'ont pour l'heure pas abouti.



À l'heure où nous mettons sous presse, les émeutes au **Chili** avaient déjà fait des dizaines de mort-e-s et des milliers de blessé-e-s

Une guerre contre les minorités ethniques

MYANMAR – Un nouveau rapport d'Amnesty International montre que l'armée du Myanmar continue de commettre des atrocités contre des minorités ethniques dans le Nord du pays, où la population civile fait les frais des offensives menées contre de nombreux groupes armés. Les civils sont arrêté-e-s de manière arbitraire, détenu-e-s et torturé-e-s par les forces de l'ordre. Des violations qui pour l'heure restent impunies. Amnesty demande une action internationale urgente afin d'amener l'armée du Myanmar, et notamment ses hauts gradés, à rendre des comptes.



Des femmes et des enfants des villages de la **communauté de Kutkai**, évacué-e-s vers un monastère le 25 août 2019.

Offensive meurtrière

SYRIE – Début octobre, les forces militaires turques et une coalition de groupes armés syriens soutenus par la Turquie ont lancé une opération armée dans le Nord-Est de la Syrie contrôlé par les Kurdes. L'objectif de la Turquie : créer une « zone de sécurité » pour séparer sa frontière des territoires aux mains des Kurdes syrien-ne-s. L'offensive a déjà fait plusieurs centaines de mort-e-s, dont des civils, et a poussé à l'exode des dizaines de milliers d'autres. En parallèle, le gouvernement turc a arrêté des centaines de personnes en Turquie dans le cadre d'une campagne de répression ciblant les voix critiques vis-à-vis de cette offensive militaire.

Système de tutelle masculine abusif

JORDANIE – Un rapport récemment publié par Amnesty International dénonce le système abusif de tutelle masculine qui sévit encore dans ce pays. Le gouvernement a adopté ces dernières années plusieurs réformes importantes visant à remédier au problème des violences liées au genre, notamment en ouvrant le foyer Dar Amneh pour femmes en danger. Mais nombre de femmes sont toujours détenues pour avoir eu des relations sexuelles avant le mariage, et ce, sans inculpation ni jugement. Les femmes qui échappent à la tutelle masculine encourent quant à elles la détention administrative, tandis que les mères célibataires courent le risque de se faire enlever leur bébé.

CLIMAT : S'INSPIRER DES PROJETS « RADICAUX »



Les jeunes manifestent à travers le monde pour exiger l'adoption de politiques climatiques concrètes.

En détruisant l'environnement dans lequel il vit, l'être humain ne s'en prend pas seulement aux écosystèmes, au monde animal et végétal et aux éléments, il s'en prend aussi à lui-même, menaçant la survie de l'humanité. En mai, un rapport exhaustif¹ dressait pour la première fois un état des lieux mondial de la biodiversité. Ses conclusions sont effrayantes. Aujourd'hui, 75 % de l'environnement terrestre, 40 % des mers et des océans et 50 % des courants aquatiques sont menacés, avec des effets en cascade sur les écosystèmes locaux et régionaux. Bien sûr, le réchauffement climatique accélère la destruction des écosystèmes et représente un défi majeur pour l'humanité à l'échelle de la planète. Les dérèglements climatiques ont aussi un impact direct sur cer-

tains droits humains : accès à l'eau potable, à l'alimentation, à des conditions sanitaires décentes. Ils sont responsables de catastrophes naturelles cataclysmiques, quand certains territoires comme les États insulaires ne sont pas directement menacés de disparition. Scientifiques, ONG ou partis écologistes ont dressé leur catalogue de mesures pour enrayer les déprédations écologiques : prendre toutes les mesures possibles pour réduire les émissions de carbone dans les plus brefs délais ; combiner la conservation de la biodiversité avec des réductions drastiques des émissions de CO₂ et une protection accrue des puits de carbone naturels ; stopper l'augmentation de l'espace agricole nécessaire à l'alimentation animale pour

le bétail industriel, qui est un facteur clé du changement d'affectation des terres par la déforestation et la destruction des habitats ; protéger et restaurer les forêts, les tourbières et les écosystèmes marins côtiers. Malgré des preuves scientifiques accablantes et les recommandations dont nous disposons, nous continuons de minimiser la portée de la catastrophe écologique en cours. Certes, les jeunes se mobilisent par millions depuis des mois pour inciter au changement. Bravant souvent l'interdiction qui leur est faite de manquer l'école, ils manifestent à travers le monde pour exiger l'adoption de politiques environnementales effectives. Si certain-e-s politiques ont tôt fait de railler leur naïveté et leur manque de pragmatisme politique, suite à leur mobilisation, des partis réécrivent leur programme, les politicien-ne-s vert-e-s sont davantage représenté-e-s dans nos parlements, et des gouvernements s'engagent à agir plus rapidement. Néanmoins, les dirigeant-e-s que les jeunes interpellent ne remettent pas fondamentalement en cause nos modes de développement et de consumérisme. Tout comme les partis qui, de compromis en compromis pour accéder aux instances de pouvoir, abandonnent ou édulcorent leur programme de transition écologique. Pour enrayer la catastrophe

écologique actuelle, il faudrait une remise en question fondamentale de notre organisation sociale, de nos modes de production et de consommation. Or, seul-e-s quelques pionniers et pionnières proposent de nouveaux modes de vie qui renoncent à l'agriculture intensive et à toute forme de prédation sur les ressources naturelles, qui ne cèdent pas à la création de besoins artificiels induits par l'économie pour maintenir sa croissance, redonnant au passage un sens à leur travail. Ces pionniers et ces pionnières sont à chercher par exemple parmi celles et ceux qui développent de nouvelles manières de vivre ensemble ou de production agricole. Comme les adeptes de la permaculture, cette façon holistique d'aborder la culture des produits de la terre en se calquant sur le cycle naturel. Ou les zadistes, ces militant-e-s souvent issu-e-s des milieux écologistes anticapitalistes, qui utilisent les ZAD (acronyme pour « zone à défendre ») pour y promouvoir des approches alternatives de l'organisation sociale et du rapport à la terre. Plutôt que de décrier avec suspicion leur prétendue radicalité ou leur utopisme, États et entreprises feraient bien de s'en inspirer plus largement pour développer de nouveaux modèles de société et de production!! Nadia Boehlen

¹ www.ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr

La jeunesse s'engage

La nouvelle génération se mobilise pour venir en aide aux réfugié-e-s, œuvrer pour les droits des femmes ou en faveur de la préservation de notre planète. Sur la question climatique, les jeunes sont même à l'avant-garde de la mobilisation, manifestant par millions à travers le monde pour exiger les changements requis. Qui sont ces jeunes qui militent autour des enjeux actuels de société ? Quelles sont leurs motivations et avec quels moyens agissent-ils ? Le point avec le dossier que nous leur consacrons.



FEMINISME
JAMAIS
PERSONNE
EXISME
TOUT
♀

50%
des femmes...
sont des
femmes!

50%
des femmes...
sont des
femmes!

Etre là
aujourd'hui
pour que demain
ce soit inutile!

L'INSTANT



« Notre avenir nous est volé ! »

Façonné par les enjeux sociétaux actuels, l'engagement des jeunes tend à se déployer en dehors des formes traditionnelles d'organisation que sont les partis. Concerné-e-s plus que toute autre génération par les dérèglements climatiques, les jeunes s'appuient sur les nouveaux moyens de communication pour exprimer leurs revendications. L'analyse de la politologue Cloé Jans. *Propos recueillis par Nadia Boehlen*

▷ **AMNESTY** : L'engagement des jeunes n'est plus syndical ou politique. Vous confirmez, nuancez ce constat ?

◁ **Cloé Jans** : C'est vrai qu'il y a un déclin de l'engagement dans ces formes traditionnelles d'organisation. Mais cela vaut pour la population dans son ensemble. D'ailleurs, avec des plateformes comme wecollect, on dispose désormais de possibilités de s'engager, à travers internet et les médias sociaux, hors de formes d'organisation très définies. Toutefois, on observe actuellement un renforcement de l'engagement politique des jeunes. Les jeunes socialistes ont été les premiers à être actifs publiquement. Récemment, des jeunes affiliés à d'autres partis, notamment les jeunes libéraux, les ont également rejoints. Cela dit, de tout temps la nouvelle génération a

préféré un engagement spontané ou ponctuel hors des structures politiques, par exemple via des associations de jeunes.

▷ **Les jeunes se sentent concerné-e-s par les enjeux de société, il suffit pour s'en convaincre d'observer leur engagement sur les questions écologistes ou féministes.**

◁ Je dirais même que l'engagement des jeunes est façonné par les enjeux de société actuels. Il faut une pression liée à un problème aigu pour que leur engagement ait lieu. En ce qui concerne le climat, la personnalisation de Greta Thunberg a remarquablement fonctionné. Mais les jeunes sont surtout les destinataires de ce problème qui les touche de manière disproportionnée. « Notre avenir nous est volé », disent-ils.



La nouvelle génération s'engage en faveur de politiques climatiques efficaces.

La question des femmes est moins générationnelle que celle du climat, même si elle concerne aussi beaucoup de jeunes. Les jeunes femmes n'ont jamais été aussi formées, en particulier en Suisse, où l'on compte plus de femmes diplômées que jamais. Alors, quand elles lisent des choses liées au débat #MeToo ou qu'elles voient que la politique suisse est encore largement le fait d'hommes âgés, cela les pousse évidemment à agir.

▷ Les jeunes secouent l'establishment politique traditionnel, est-ce qu'ils influent aussi sur les décisions ?

◁ Oui, certainement. En ce moment, les partis réécrivent leurs programmes parce qu'on n'a pas de réponse sur le climat. Là où les partis traditionnels sont peu enclins à prendre des initiatives, les jeunes représentent une force de proposition.

▷ La nouvelle génération est capable de se mobiliser de manière très professionnelle.

◁ Les jeunes sont organisés de manière très professionnelle quand cela a trait à la communication ; ils savent utiliser les nouveaux outils de communication pour faire connaître leurs causes. D'ailleurs, leur mouvement est mené par des gens très instruits. Mais lorsqu'il s'agit de représenter des intérêts, cela devient plus difficile, c'est ce qu'on a pu observer lors du sommet de Lausanne (n.d.l.r. Smile For Future Summit, du 5 au 9 août 2019). Les jeunes ont du mal à formuler des buts politiques clairs et à les amener dans les formes politiques établies et les forums adéquats.

▷ Pourquoi ? Un déficit de connaissance des rouages politiques ?

◁ Je ne le formulerais pas en termes de manque. C'est simplement un autre rôle. Quand les jeunes prennent place dans les arènes traditionnelles de la politique, ils perdent un de leurs arguments principaux, qui est d'influer sur le politique comme des outsiders et de souffler un vent frais.

▷ Les nouveaux outils de communication sous-tendent-ils tout l'engagement des jeunes ?

◁ Oui. C'est extrêmement important. Ils en disposent plus que toute autre génération. Ils sont très présents sur tous ces nouveaux canaux de communication, où ils n'hésitent pas à interpeller leurs pairs. Grâce à ces outils, ils rendent les formes de protestation attrayantes, notamment en les promouvant sur les réseaux sociaux, qu'ils utilisent aussi pour rallier un grand nombre de personnes à leur cause. À l'ère du numérique, la grève du climat dans le canton de Glaris participe autant de l'ensemble que la grande vague de protestations à New York.

▷ Diriez-vous que l'engagement est plus ponctuel et éphémère qu'auparavant, ou pensez-vous que les jeunes sont aussi capables de s'investir à long terme ?

◁ Le côté ponctuel de l'engagement des jeunes n'est pas nouveau. Pour eux, il est plus attrayant de s'engager de temps à autre, quand ils se sentent très concernés, plutôt que d'intégrer des partis ou d'autres associations. Mais cette génération est davantage concernée par les problèmes sociétaux que la même génération il y a 20 ans. La génération dite Z (voir encadré) est plus politisée que la génération Y. Cela a à voir avec le contexte dans lequel elle a grandi. L'enfance de cette génération s'est déroulée dans des années de crise : crise financière, crise du projet politique européen. Des années marquées par le terrorisme, les questions migratoires et le terrible conflit en Syrie. Avoir grandi dans ces années engendre une plus grande insécurité en ce qui concerne l'avenir. Au contraire, la génération Y est entrée dans l'âge adulte avec cette question lancinante : « Pourquoi est-ce que je le ferai ? » Elle place la réalisation personnelle avant l'engagement pour des causes sociétales.

▷ Il y aurait donc des cycles d'engagement des jeunes ?

◁ Oui, je pense qu'il y a des cycles, et particulièrement des cycles thématiques. Mai 68 a été essentiellement porté par des jeunes. Les soixante-huitards ont sans aucun doute changé le monde. Espérons que les jeunes d'aujourd'hui auront ce pouvoir, et pas seulement sur la question climatique !

Cloé Jans est politologue et directrice de l'institut de sondage gfs.bern.

Génération X Y Z

- **La génération X** comprend les personnes nées entre 1961 et 1981, les quarantennaires actuel-le-s. C'est une génération aux ambitions sacrifiées, touchée par le chômage, et désillusionnée par rapport aux idéaux de ses aîné-e-s soixante-huitards.
- **La génération Y** comprend les personnes nées entre 1982 et 1995. Elles ont grandi devant la télévision, dans un monde où l'ordinateur personnel et internet sont devenus de plus en plus accessibles. Pour les « Millennials » (l'autre nom de la génération Y), une qualité de vie qui concilie travail et intérêt personnel est essentielle. Ils pensent à court terme et sont très mobiles.
- **La génération Z** est composée de personnes nées après 1996. Ces enfants sont né-e-s, vivent et vivront avec internet. Ils maîtrisent les outils informatiques (ordinateurs, GPS, téléphones portables) et s'en servent quotidiennement, contrairement aux enfants de la génération précédente, qui ont connu la vie sans les nouvelles technologies. NB

Zineb Baaziz, 22 ans, actrice de changement

«J'ai grandi au Maroc, dans une société où les normes sociales et religieuses sont extrêmement rigides. C'est de là que mon engagement est né.» Son combat de femme, Zineb Baaziz, 22 ans, le vit depuis toujours. Elle qui, adolescente, a dû arrêter le foot sous la pression sociale, a toutefois eu la chance d'avoir un père ouvert, qui a toujours encouragé ses trois filles à voyager et à faire des études. Fascinée par la criminologie et les droits humains, Zineb choisit à 18 ans la Suisse, «où on trouve les deux», pour ses études.

Elle se décidera finalement pour l'Université de Lausanne et son programme de sciences politiques.

«Au lycée de Rabat, j'ai fait partie d'un groupe indépendant, *Philosophie de Rue*, qui se rencontrait les samedis pour des discussions informelles autour de thèmes progressistes. Ces discussions m'ont permis de développer d'autres points de vue et, surtout, de constater que je n'étais pas seule à vouloir aller de l'avant. Mais mon engagement est devenu vraiment concret à l'Université, où j'ai rejoint Amnesty International.» En tant que coresponsable de la section Droits des Femmes, Zineb organise régulièrement des conférences, ainsi que des ateliers pour apprendre comment répondre ou agir face à des attaques sexistes. Des thèmes qu'elle tente de promouvoir au sein d'associations étudiantes dont elle fait également partie.

«Tout ce qui touche au domaine de la sexualité m'interpelle, sans doute car c'est encore très tabou dans mon pays d'origine. La condition des femmes migrantes et leur double oppression me touchent aussi beaucoup», souligne la jeune femme, par ailleurs engagée pour la cause LGBTQI+. «J'ai été déçue de voir qu'en Suisse aussi, on pouvait se faire agresser pour son orientation sexuelle.»

Lui arrive-t-il de se sentir découragée? «Non, au contraire. Depuis quelques années, ma motivation est toujours plus forte. Quant aux remarques négatives que je reçois parfois sur les réseaux sociaux, elles sont le signal qu'il reste encore beaucoup à faire. De toute façon, une fois que tu t'engages, tu ne peux pas te décourager», affirme-t-elle d'une voix posée. «Je suis une femme, et je subis donc des discriminations. Si moi-même je ne me bats pas, qui le fera?»

Ayant récemment déménagé à Genève pour son Master, Zineb voit son futur se dessiner petit à petit. Maroc, Suisse ou ailleurs, «je serai là où je peux être actrice de changement», prophétise la jeune féministe. Militante un jour... |

Emilie Mathys



Zineb est très investie dans le groupe Amnesty Youth de l'Université de Genève, où elle se bat notamment pour le droit des femmes.

© Nicolas Schopfer

Hamza Palma, 16 ans, direction la justice climatique

Si tu sens que tu n'as pas ta place dans ce monde, c'est que tu es ici pour en créer un nouveau. Cette devise, Hamza Palma l'a faite sienne. Le gymnasien de Morges, option maths et physique, compte bien faire partie de ceux qui auront réussi à sauver la planète du réchauffement climatique, et des catastrophes qui en découlent. Rencontré en marge du sommet lausannois sur le climat Smile For Future, l'adolescent de 16 ans, arborant un t-shirt à l'effigie de Dingo, n'a jamais manqué une seule marche du climat depuis le lancement de l'action, en décembre 2018. «C'est important que les jeunes manifestent, nous représentons la génération future. Nous avons une vraie légitimité vis-à-vis des politiciens», souligne Hamza, qui n'hésite pas à dénoncer l'inaction de ces derniers, malgré les nombreuses preuves scientifiques d'un changement climatique. «Le plus grave, c'est que les politiques ont un pouvoir de prise de décision et qu'ils n'en font rien. Ils se justifient en arguant que la démocratie suisse est consensuelle, ou alors nous demandent de venir avec des solutions», déplore-t-il.

Hamza, lui, croit en une société alternative, qui serait le contre-pied à un capitalisme effréné pilleur de ressources. «Personnellement, je prône la décroissance. Une croissance verte n'est à mes yeux pas réalisable. Mais c'est un sujet qui fait encore débat. Même lors du sommet, nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord là-dessus.»

Sa conscience «verte», Hamza l'a construite au fil du temps. Enfant déjà, par des lectures scientifiques (il est passionné d'astronomie), puis via l'activiste suédoise Greta Thunberg et son discours à la COP 24, qui l'a beaucoup marqué. Le gymnasien ne s'engage pas seulement pour les grèves du climat, mais aussi aux côtés du mouvement Extinction Rebellion, ainsi que des Amis de la Terre, d'Action non-violente COP21 et de Greenpeace – avec lesquels il a été jusqu'à Paris pour le blocage de La Défense – des Jeunes Verts et d'Amnesty International. «Je suis très sensible aux droits humains, notamment au sort des migrants. On ne résoudra pas la question climatique sans résoudre celle de la justice sociale», rappelle l'étudiant. Différents types d'engagement qui

lui permettent de s'essayer à diverses formes de protestation : entre la voie politique, les grèves, les manifestations ou la désobéissance civile, tout est bon pour que résonne l'urgence de la situation. Quant à une éventuelle crainte de répression, «il ne faut pas laisser la peur l'emporter. Tant qu'un combat est légitime et qu'on ne porte atteinte à personne, il faut y aller!», insiste-t-il. Et Hamza de conclure: «On nous traite d'utopistes, mais il faut se rendre compte qu'aujourd'hui, les utopistes sont ceux qui refusent le changement.» | EM

© Nicolas Schöpfer



Hamza, le gymnasien de Morges, se bat pour le climat, mais également pour les migrant-e-s.

Fina Girard, 18 ans, une recherche de sens

Il y a quelques années, Fina Girard se sentait impuissante : « Je ne suis qu'une adolescente, mon opinion n'est pas prise au sérieux, je ne peux rien faire. » À l'époque déjà, la jeune fille trouve la politique passionnante, mais rejoindre un parti lui semble trop contraignant. C'est grâce à une amie qu'elle rejoint finalement le groupe Amnesty Youth de Bâle. Fina a très vite l'impression qu'elle peut faire une différence : « Je me suis rendu compte qu'il y avait d'autres personnes qui pensaient comme moi. »

La jeune femme de 18 ans, qui a été autorisée à voter pour la première fois le 20 octobre dernier, explique : « Il est nécessaire de penser plus loin que le bout de son nez, de penser au-delà de ses propres besoins. Je veux un monde où les choses matérielles et l'égoïsme comptent moins. » Elle admet qu'en tant que jeune, avec de telles déclarations, on est rapidement catalogué·e comme « idéaliste ». Mais les jeunes ont de l'espace et du temps pour s'engager, observe-t-elle. En outre, il leur est plus facile d'atteindre leurs pairs :

« Nous sommes probablement plus crédibles que quelqu'un de 50 ans travaillant dans le marketing, qui utiliserait le mot "cool" dans tous ses textes. »

L'agenda de Fina est bien rempli. Elle se prépare à la maturité au printemps prochain, joue du hautbois dans divers ensembles et chante dans un chœur. À côté de ça, elle milite activement avec le groupe Amnesty, ainsi qu'en faveur du climat. « Souvent, nous agissons en solidarité avec ceux qui vivent loin de nous. Mais, pour la première fois, le changement climatique est un sujet qui me touche aussi directement », raconte-t-elle autour d'un café dans la vieille ville de Bâle. La militante aime entrer en contact avec des gens qui pensent différemment : « Il n'est pas nécessaire de convaincre tout le monde, mais on peut dialoguer », souligne-t-elle.

En collaboration avec le groupe Amnesty Youth de Bâle, elle organise régulièrement des actions spontanées dans la rue, par exemple contre les violences sexuelles, ou des concerts en faveur des droits humains, comme « Dance for Human Rights » qui a fait salle comble.

Reste à voir où ira la fille d'un chauffeur de taxi et d'une conservatrice de musée après l'obtention de son diplôme d'études secondaires. Pendant longtemps, elle s'est intéressée à l'architecture, mais penche aujourd'hui davantage pour une profession dans une organisation sociale : « Avant tout, je veux que mon travail ait du sens. » | Carole Scheidegger

C'est à la gare de Bâle que Fina a participé à sa première action avec son groupe Amnesty.



© Nicolas Schöpfer

Roberto Petrillo, 21 ans, l'ouverture aux autres

Roberto Petrillo n'est ni étudiant, ni gymnasien. Ce jeune homme qui a fait son apprentissage dans une crèche n'était ainsi pas certain qu'il serait autorisé à se rendre à Londres pour assister à la « Amnesty Students Conference 2018 », comme représentant de la Section suisse de l'organisation. Bien entendu, il le fut. Et autre bonne nouvelle: l'événement, auquel ont participé des jeunes activistes de toute l'Europe, l'a beaucoup enthousiasmé. Depuis février, il dirige le groupe Amnesty Youth de Berne. « Au début, j'avais peur qu'en tant que non-gymnastique on ne me fasse pas confiance pour occuper ce rôle, reconnaît-il. Puis, je me suis demandé si ce n'était pas moi qui avais des préjugés contre les "étudiants", en présupposant qu'ils avaient un comportement élitiste. » Le jeune homme de 21 ans fait attention à se remettre continuellement en question et essaie de toujours approcher les autres sans réserve.

« De toute manière je n'aime pas les cases, c'est la raison pour laquelle je ne me considère pas comme de gauche. Si je me catalogue de gauche, il y a un risque que cela crée une frontière avec ceux qui ne sont pas dans la même case. Cela empêche le dialogue et favorise l'intolérance. Moi, je veux pouvoir parler à tout le monde. » Roberto a grandi dans le Haslital, une région rurale de l'Oberland bernois, où beaucoup pensaient différemment de lui. « Il est important pour moi de comprendre pourquoi et de rester ouvert aux idées différentes. »

Roberto a été et reste toujours très influencé par sa profession d'éducateur de la petite enfance. « Dans notre formation, on nous a enseigné des principes pédagogiques selon lesquels tout être humain est fondamentalement "ok". On apprend aux enfants à se traiter les uns et les autres d'une manière juste et non violente. Malheureusement, il est fréquent que les adultes se comportent mal entre eux. Ce constat me stimule: je m'engage pour un monde meilleur, un monde propice pour "mes enfants" lorsqu'ils seront grands. »

Comme beaucoup de ses pairs, il est aujourd'hui très préoccupé par les changements climatiques. « À la garderie, il est frappant de constater que même les enfants de 5 ans trouvent mal de prendre l'avion. Cela m'a beaucoup impressionné et, depuis, je ne vole plus. »

Le débat sur le climat a renforcé l'engagement de Roberto en faveur d'Amnesty International: « Je vois comment le changement climatique affecte les droits humains et provoque encore plus de pauvreté, de conflits et de réfugiés. J'ai peur que l'Europe soit de plus en plus isolée. Il est d'autant plus important de faire quelque chose. Je trouve formidable que ma génération soit active, au lieu de se contenter de râler. Nous, les jeunes, nous avons tellement d'énergie. Bref, un énorme potentiel! » | Manuela Reimann Graf

© Nicolas Schöpfer



Roberto et son groupe se rencontrent régulièrement à la Turnhalle, lieu populaire et alternatif de Berne.

Verte jeunesse

Une vague verte a déferlé sur Lausanne en août dernier sous l'impulsion de 450 jeunes militant·e·s, dont la Suédoise Greta Thunberg, venu·e·s par voie terrestre de toute l'Europe pour participer au sommet Smile For Future. Au cœur de la rencontre, l'urgente question de la justice climatique et l'appel à un changement sociétal profond. Reportage. Par Emilie Mathys



Les marches pour le climat à **Lausanne** connaissent toujours un important succès, engageant autant les étudiant·e·s que les retraité·e·s et les jeunes parents.

Rarement bâtiment universitaire aura été aussi bouillonnant qu'en ce mois d'août 2019. Les 450 grévistes qui ont envahi l'Amphimax, l'un des sites de l'Université de Lausanne, ne sont pas sans lien avec cette atmosphère électrique. La session d'ouverture du sommet Smile For Future, soit le rassemblement européen des grèves du climat menées par des étudiant·e·s de toute l'Europe, vient en effet de s'achever, pour faire place à une semaine de discussions. L'objectif? Atteindre un consensus sur les valeurs et les principes du mouvement pour, le cas échéant, aboutir à une déclaration commune. Et inciter politicien·ne·s et gouvernements à agir.

Greta superstar | Mais pour l'heure, place aux échanges entre les étudiant·e·s européen·ne·s arrivé·e·s le jour précédent dans la capitale vaudoise par voie terrestre, avec parfois plus de 15 heures de trajet au compteur. Muni·e·s d'un badge indiquant leur pays d'origine et leur identité, les jeunes discutent avec enthousiasme dans un anglais teinté de divers accents, en allant chercher, pour certain·e·s à pieds nus, leur bon repas pour le «lunch break». Les mets sont vegan et élaborés à partir des invendus d'un grand supermarché.

Une salle plus loin, on s'agite du côté des journalistes, venu·e·s en nombre pour la conférence de presse d'ouverture, et dont le point d'orgue n'est autre que la présence de

la militante suédoise de 16 ans Greta Thunberg, à l'origine des Fridays For Future. Une armée de caméras et d'appareils photo s'installe face à la scène, prête à capturer tous les faits et gestes de la – bien malgré elle – nouvelle icône de la lutte contre le réchauffement climatique. Cette dernière est brève et concise dans ses réponses – «j'ai déjà tellement parlé» – au regret des professionnel·le·s des médias, qui en arriveraient presque à oublier qu'à ses côtés se tient, entre autres, le Prix Nobel de chimie 2017, le Vaudois Jacques Dubochet. La jeune militante tient à rappeler qu'elle n'est en aucun cas la «leader» de ce mouvement sans hiérarchie, mais une simple participante. À la question «faut-il mettre tous les politiciens en prison?», elle réplique «c'est le système dans lequel nous vivons qui est à blâmer, et non pas les individus. Bien que, concède-t-elle, les politiciens jouissent de plus grandes responsabilités dont ils doivent absolument se saisir.» À la sortie de la conférence, on croise trois adolescent·e·s anglais·e·s profitant d'une pause entre deux ateliers stratégiques. Ces participant·e·s, comme bien d'autres, n'ont pas hésité à prendre sur leurs vacances d'été pour se rendre au sommet lausannois. «Cette problématique me préoccupe depuis longtemps. Pourquoi devrais-je rester assise sur les bancs de l'école si notre futur est menacé?», s'interroge Esme, 17 ans, présente depuis le début de l'organisation des grèves. «C'est aussi notre devoir de nous battre pour les gens qui ne peuvent pas le faire. Les Occidentaux ont une grosse responsabilité», insiste l'étudiante aux cheveux bleus. À ses côtés, son ami Max, 16 ans, abonde dans son sens : pour lui, la prise de conscience s'est d'abord produite via le sort des réfugié·e·s climatiques. «Les multinationales colonisent des pays, les droits des minorités sont quotidiennement violés. On ne peut pas séparer environnement et droits humains!», rappelle celui qui se définit également comme «antiraciste, antifasciste et anti-industriel». Ici, la convergence des luttes prime.

Et quel sentiment nourrissent-ils à l'égard des adultes? «Même si c'est à cause d'eux qu'on se retrouve dans cette situation, nous recevons aussi du soutien de leur part.» Une ligne téléphonique a d'ailleurs été mise en place, durant tout le sommet, pour communiquer avec des scientifiques. Cette étroite collaboration entre apprenti·e·s activistes et têtes blanches ravit Jacques Dubochet: «Cela fait des années que les scientifiques tentent d'alerter l'opinion publique sur l'urgence de la situation. J'ai envie de remercier ces jeunes qui prennent au sérieux nos données et agissent!» Il faut bien l'avouer, en matière de communication et d'enthousiasme, ces militant·e·s en herbe n'ont rien à envier aux plus âgé·e·s. Et Max de conclure: «Ce n'est pas la colère qui nous anime, c'est la frustration.»

Un militantisme joyeux | Un sentiment qui s'est mué en plusieurs séries d'actions, toujours non violentes, les trois activistes britanniques tiennent à le souligner. Et la capitale vaudoise n'échappe pas au vent de pacifisme qui souffle sur le mouvement: malgré l'urgence de la question climatique et la perspective d'un futur incertain, on construit les idées de demain dans la joie et l'enthousiasme. Des chants aux notes militantes apposés sur les mélodies de *We are the Champions* ou *Imagine* («*Imagine all the people living carbon free...*») rythment les divers ateliers portant sur l'inaction politique ou l'unification du mouvement. Chaque intervention est applaudie, et les mains s'agitent pour approuver ou intervenir. «C'est compliqué de parvenir à un consensus quand on est 450, mais toutes les idées ont été respectées», observe Hamza, gymnasiens de Morges. Il est important de garder en tête que les difficultés rencontrées en Russie pour la lutte climatique ne sont pas les mêmes qu'en Suisse, par exemple. La multiculturalité des participants est bénéfique, elle élargit notre sens critique et nous permet d'aller plus loin et plus vite ensemble», se réjouit-il. Emma, future infirmière danoise à l'impressionnante crête iroquoise, le rejoint: «Ce sommet s'est déroulé bien mieux que je ne l'espérais. On devrait l'organiser chaque année!» Le sommet débouche sur une proclamation commune, la «Déclaration de Lausanne sur le climat». Objectifs déclarés? Assurer la justice climatique et l'équité, maintenir le réchauffement climatique à 1,5 degré par rapport aux niveaux préindustriels, et se baser sur les recommandations des travaux scientifiques les plus pointus.

En deuxième partie de journée, place à une marche du climat, européenne cette fois-ci, dont le départ est prévu à 15h face à la gare de Lausanne. On s'active à l'ombre des arbres pour préparer son meilleur panneau (*Don't look for hope, look for actions!*), se maquiller avec des allures guerrières et des couleurs fluo, le tout en musique et sans oublier de prendre des clichés pour (l'éventuelle) postérité. «We are leaving soon», scande au mégaphone une adolescente pour motiver les troupes qui envahissent bientôt le M1 direction place de la Riponne. Des grévistes attendent, il y a là un joyeux mélange de poussettes, de retraité·e·s et, évidemment, d'adolescent·e·s venu·e·s crier leurs revendications, toujours avec humour. «On est plus chauds, plus chauds, plus chauds que le climat», martèle-t-on en tête de cortège. En cette après-midi caniculaire, il en faut, de la motivation, pour dépasser la température ambiante. La joyeuse troupe de 2500 personnes finira la marche au bord du lac, à Vidy, où une scène a été prévue. Les derniers discours se font entendre, le stand de glaces à l'eau est pris d'assaut, les festivités peuvent enfin commencer. Et le présent l'emporte sur le futur. |

En prison pour avoir sauvé des vies

Sarah Mardini et Seán Binder ont porté secours à des réfugié-e-s sur l'île de Lesbos. Les deux jeunes gens risquent une peine de prison de 25 ans. Par Franziska Grillmeier*

Aéroport de Lesbos, six heures du matin. Sarah Mardini est prête à s'envoler pour Berlin, après neuf mois passés sur l'île comme bénévole auprès de réfugié-e-s. Elle se réjouit de reprendre ses études, de retrouver sa vie en Allemagne. Mais Sarah va rater son avion. La police grecque l'arrête juste avant le contrôle de sécurité. Les agent-e-s lui assurent qu'elle pourra poursuivre son voyage le lendemain aux frais du gouvernement grec – si tout est en ordre. Or, Sarah ne sera pas libérée ce 21 août 2018, ni les jours suivants. Seán Binder, qui a passé ces derniers mois à ses côtés pour aider

les réfugié-e-s fraîchement débarqué-e-s sur les côtes de Lesbos, se rend en toute hâte au poste de police. «Je pensais qu'il s'agissait d'une erreur, raconte Seán, et je voulais dissiper le malentendu.» Lorsqu'il tente de clarifier la situation avec la police, il est arrêté à son tour. Ce que le Ministère public reproche aux deux jeunes gens est très grave : traite d'êtres humains, détournement de dons caritatifs à des fins d'enrichissement personnel, blanchiment d'argent, espionnage et appartenance à une organisation criminelle. Selon la police grecque, ces accusations seraient l'aboutissement de

six mois d'enquête. En février 2018, Sarah et Seán ont été arrêtés une première fois lors d'un contrôle routier, alors qu'ils sillonnaient les côtes de Lesbos pour repérer de nouveaux bateaux venant du large. La police a trouvé un second numéro d'identification militaire sous la plaque d'immatriculation grecque. Elle a confisqué les téléphones et les ordinateurs portables, et emmené les deux jeunes gens au poste. Libérés au bout de 48 heures, ils n'ont plus été inquiétés par la suite.

Incertitudes | Après la seconde arrestation, en août 2018, les enquêteurs ont dressé un constat d'une longueur inhabituelle, dans lequel ils reprochent à Sarah et à Seán de s'être concertés sur les routes migratoires en Méditerranée par des messages WhatsApp cryptés, et d'avoir espionné les communications radio des gardes-



Seán Binder et Sarah Mardini ont aidé des réfugié-e-s à Lesbos. Ces deux jeunes sont aujourd'hui menacés de 25 ans d'emprisonnement.

côtes pour faire entrer illégalement des personnes en Grèce par les îles de la mer Égée. Pas question dès lors de leur rendre la liberté.

Sarah partage sa cellule avec deux autres femmes, à qui elle enseigne quelques bribes d'anglais pour passer le temps. Les femmes se plaignent du manque d'eau et de nourriture, et des piètres conditions sanitaires. Après deux semaines, Seán est transféré à la prison pour hommes de Chios, et Sarah dans celle de Korydallos, un établissement pénitentiaire hautement sécurisé non loin d'Athènes. Ni l'un ni l'autre ne savent combien de temps on les laissera dans l'incertitude. Personne ne leur donne d'informations fiables. Selon leurs avocats, les accusations portées contre eux pourraient leur valoir jusqu'à 25 ans derrière les barreaux. Et tout cela, pour avoir sauvé des vies humaines.

Soulager la détresse | Sarah Mardini, 24 ans, a elle-même connu l'exil et son histoire lui a valu la célébrité en 2015. Elle et sa sœur Yusra ont toutes deux été championnes de natation dans l'équipe nationale de Syrie. Lorsque le moteur d'un canot est tombé en panne durant la traversée entre les côtes turques et Lesbos, les deux sœurs se sont jetées à l'eau et ont tiré l'embarcation transportant 18 personnes jusqu'aux rivages de l'île grecque.

À peine une demi-année après avoir trouvé refuge à Berlin en automne 2015, Sarah a décidé de retourner en mer Égée pour assister celles et ceux qui y sont restés bloqué-e-s. Depuis, elle abandonne régulièrement pendant plusieurs mois sa nouvelle vie dans la capitale allemande pour offrir gratuitement son aide à Lesbos.

Au moment de son arrestation, Seán Binder y travaillait bénévolement depuis plus d'une année comme sauveteur en mer. Après un Master sur la politique européenne de défense et de sécurité effectué à Londres, ce jeune homme de 25 ans aux origines allemande et irlandaise a décidé de s'engager. Tout comme Sarah, sa formation de nageur-secouriste lui a permis de fournir une assistance professionnelle et ciblée.

Des centaines de personnes tentent depuis plusieurs années d'améliorer le sort des réfugié-e-s en grande précarité échoué-e-s aux frontières de l'Europe. Depuis l'accord entre l'Union européenne et la Turquie conclu en mars 2016, les migrant-e-s sont plus de 10 000 à vivre dans des conditions catastrophiques dans le camp Moria sur Lesbos. Ces réfugié-e-s ne peuvent ni retourner chez eux ni poursuivre leur voyage. Certain-e-s devront patienter deux ans avant d'être auditionné-e-s pour la première fois. Et les nouveaux venus ne cessent d'arriver en canots pneumatiques depuis la Turquie. Heureux d'avoir survécu à leur périple, ils ne savent pas encore ce qui les attend ici.

Grâce à sa formation, Seán aidait à accueillir les réfugié-e-s qui débarquaient le soir des canots, tout comme Sarah, qui travaillait également en journée comme interprète à Moria. Ils tiraient les personnes hors de l'eau, les enveloppaient dans des couvertures, leur prodiguaient des soins médicaux d'urgence et les accompagnaient jusqu'aux bus en direction du camp.

De graves accusations | Sarah et Seán ne sont que deux parmi les nombreux bénévoles qui offrent leurs compétences professionnelles pour combler les lacunes du système d'assistance aux personnes en fuite. Or, aujourd'hui, les autorités ne considèrent pas d'un bon œil celles et ceux qui portent secours aux réfugié-e-s. On leur reproche de faciliter leur passage en Europe. En 2016 déjà, trois pompiers espagnols ont été accusés de « traite d'êtres humains » après avoir effectué des sauvetages en mer. Ils n'ont été acquittés qu'après deux ans de procès.

L'histoire de Sarah et de Seán n'est nullement un cas isolé. Dans toute l'Europe, les personnes qui soutiennent les réfugié-e-s et se battent pour leurs droits font face à de multiples attaques. « Le plus inquiétant n'est pas que j'aie été jeté en prison sans procès et que je risque d'y rester pendant 25 ans, confie Seán. Ce qui m'angoisse vraiment, c'est que cela puisse arriver à n'importe qui. Les États ne respectent plus les lois qui devraient assurer la protection de tous les êtres humains. Le plus grave, c'est que des personnes qui fuient les persécutions dans leur pays d'origine souffrent et meurent en Europe. »

Sarah et Seán ont été libérés sous caution le 3 décembre 2018, après plus de 100 jours derrière les barreaux. Ils ne savent toujours pas si les autorités grecques maintiendront leurs accusations, qui pourraient leur valoir 25 ans de prison. |

* Franziska Grillmeier est journaliste indépendante et vit à Lesbos.

MARATHON DE LETTRES : ÉCRIREZ POUR SOUTENIR SARAH ET SEÁN

Cette année, le Marathon de lettres d'Amnesty vous invite à soutenir Sarah Mardini et Seán Binder. Participez-y vous aussi ! Vous trouverez plus d'informations et un modèle de lettre à signer dans le supplément AGIR joint à ce magazine ou sur www.amnesty.ch/marathon

Lors du Marathon de lettres, des gens se mobilisent dans le monde entier pour des personnes menacées qui ont besoin de soutien. Les jeunes seront au centre de la prochaine édition.

Sonnette d'alarme

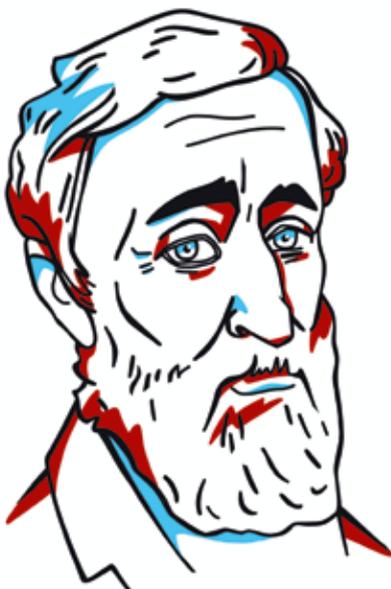
Ponts bloqués par des activistes climatiques, sans-papiers dans l'urgence hébergé·e·s par des citoyen·ne·s ou pose de caméras dans des abattoirs pour dénoncer l'exploitation animale, autant d'actions illégales qui s'inscrivent dans la lignée de la « désobéissance civile ». Pacifiques, mais pas sans risque, ces actions ont pour objectif d'ouvrir le débat sur la place publique. Par Emilie Mathys

Entre la Limmat colorée de vert pour dénoncer l'inaction des politiques face à l'urgence climatique et les vitrines de boucheries vandalisées par des militant·e·s antispécistes, les actions de désobéissance civile sont actuellement très médiatisées. S'en revendiquer aujourd'hui, c'est même gagner en crédibilité. Souvent mal compris, ce moyen de mobilisation n'est pourtant pas nouveau. Utilisé maintes fois à travers l'Histoire pour contester des lois estimées « injustes » et, ainsi, faire avancer les

droits humains, il a été formulé pour la première fois par le philosophe Henry David Thoreau. En 1846, ce dernier se voit emprisonner pour avoir refusé, en signe d'opposition à l'esclavage et à la guerre contre le Mexique, de payer un impôt à l'État américain. « Thoreau estimait qu'au-dessus des lois siègent des principes supérieurs relevant des droits fondamentaux », indique Léone Ruiz, doctorante à l'Université de Neuchâtel et dont la thèse porte sur les engagements volontaires pour le soutien aux personnes

migrantes, qui incluent souvent des actes de désobéissance civile. De là naît un conflit entre la loi et certains droits, tels que le droit à un environnement sain, au respect de son intégrité ou encore à la liberté d'expression. « La dimension légale est un principe constitutif de la désobéissance civile », souligne encore Léone Ruiz.

Ouvrir la discussion | On observe des actes de résistance civile dans des sociétés considérées comme « presque justes ». Pour la doctorante de Neuchâtel, « la désobéissance civile fait pleinement partie d'une organisation politique dont les lois visent au bon fonctionnement du vivre ensemble. Elle est un levier supplémentaire qui permet aux citoyens et citoyennes de se réapproprier le pouvoir démocratique lorsqu'ils et elles ont l'impression que ce dernier leur échappe. » Elle est aussi l'occasion de porter certaines questions sur la place publique, par des actions politiques, collectives et non violentes. Un aspect sur lequel le collectif climatique Extinction Rebellion insiste beaucoup lors de ses ateliers de formation à la désobéissance civile. On n'y cherche pas à pointer du doigt une personne en particulier mais, au contraire, à bousculer un système jugé amoral par des actions chocs mais passives : « À partir du moment où l'on est qualifié de violent, toute légitimité est perdue et le dialogue est interrompu », confirme Clémence Demay, juriste et doctorante à l'Université de Lausanne.



Henry David Thoreau

C'est suite à sa détention, en 1848, pour avoir refusé de payer une taxe à l'État américain, que le philosophe **Henry David Thoreau** publie un essai intitulé *La désobéissance civile*.

Elle tient par ailleurs à rappeler que la notion de violence est à manier avec prudence. «La violence est définie par ceux qui détiennent le pouvoir. La violence que nous exerçons sur la nature, la violence envers les personnes migrantes, celle qui consiste à imposer à une personne de rentrer dans certaines cases, est bien différente et souvent occultée par rapport à la violence matérielle, par exemple, qui, elle, fait souvent les gros titres des journaux.»

Des risques réels | Bien que par essence pacifiques, les actes de désobéissance civile comportent aussi des risques. Car qui dit s'opposer à la loi, dit possibilité de se retrouver avec un casier judiciaire. En Suisse, la désobéissance civile n'existe pas comme notion juridique en tant que telle. «À partir du moment où vous remplissez les éléments constitutifs d'une infraction décrite dans la loi, comme occuper un lieu privé, vous commettez un acte illicite et cela suffit

pour que vous soyez poursuivi. La loi ne fait actuellement aucune différence entre des activistes qui, par exemple, envahissent un lieu pour dénoncer la spéculation immobilière, et un cambrioleur qui s'introduit chez un tiers. C'est la raison pour laquelle on parle parfois de «criminalisation» de la désobéissance civile», observe Clémence Demay. Cependant, si la loi ne fait aucune différence au plan du chef d'inculpation, il est probable que, grâce à la marge d'appré-



© Reuters

À Zurich, la Limmat a été colorée de vert par des activistes écologistes d'Extinction Rebellion le 10 septembre dernier. Les activistes ont utilisé de l'uranine, une substance chimique inoffensive pour l'humain et l'environnement.

ciation des juges en matière de fixation des sanctions, la peine fixée soit moins lourde que pour un délit lambda. Encore que cela dépende de la cause soutenue: «La réponse sera plus musclée lorsqu'il s'agit, par exemple, de militants antisépécistes ou antinucléaires, que lorsque l'on est en présence de militants proclimat.» Les personnes qui militent en faveur du climat, cause qui bénéficie d'un fort capital de sympathie, ont tout intérêt à rendre leurs actions visibles. Au contraire, si les risques pris sont élevés – c'est le cas lorsqu'on s'engage en faveur des migrant·e·s – les actions seront dissimulées, observe Léone Ruiz, qui travaille sur le délit de solidarité. D'ailleurs, les Sept de Briançon, qui avaient facilité l'entrée en France de réfugié·e·s lors d'une manifestation au printemps 2018, ont été sévèrement puni·e·s: deux d'entre eux ont écopé de 12 mois de prison ferme. À Genève un militant antisépéciste de 28 ans, soupçonné d'actes de vandalisme en lien avec la cause animale, a passé onze mois en détention préventive. Son procès s'est ouvert début novembre, le procureur a requis une peine ferme de 18 mois. Bref, une réponse juridique et répressive qui varie selon les thématiques et qui se révèle être un bon indicateur de l'opinion générale sur ces questions à l'échelle sociétale.

L'urgence avant tout | Si, comme nous l'avons vu, s'essayer à la désobéissance civile peut se révéler lourd en termes de coûts personnels, la majorité des activistes ont conscience des risques encourus. Des dangers éclipsés par des motivations aussi diverses que les profils des militant·e·s et, surtout, l'urgence de la situation. C'est de là que la désobéissance civile tire sa force et ainsi se distance de la politique, et d'autres formes plus traditionnelles d'engagement qui tendent à s'essouffler, observe Léone Ruiz. Quand s'engager dans l'arène politique prend du temps et ne permet pas la

participation de tous et toutes, faire acte de résistance civile est plus accessible et, surtout, bien plus rapide. Elle ajoute: «Si je me retrouve face à une personne blessée qui demande de l'aide, je n'ai pas d'autre choix que de l'accueillir, en vertu des principes de solidarité. Les choses se passent maintenant et c'est maintenant qu'il faut agir!»

Si l'efficacité des actions de désobéissance civile en termes de changements concrets semble parfois peu tangible, que des personnes mettent le doigt sur des situations défaillantes n'en reste pas moins une chance pour l'État. «On constate non seulement que la loi est dictée par des questions politiques, mais aussi que le droit est parfois en inadéquation avec l'évolution de la société.

Cette dernière est dynamique, tout comme les situations d'injustice. Figer les outils pour y répondre laisse, de facto, la possibilité à d'autres injustices d'avoir lieu. La désobéissance civile fait office de sonnette d'alarme», conclut Clémence Demay. Il est difficile de dire si l'on assistera à une démultiplication des actions de désobéissance civile dans le futur, le coût des sanctions étant important et la confiance des Suisses et des Suissesses dans notre système politique, relativement élevée. Cependant, une radicalisation vers des formes de protestation plus brutales n'est pas impossible. Tout dépendra de la prise en compte par l'État des revendications des activistes et, surtout, des réponses amenées. |

Dans la pratique

Petit nouveau sur la scène de la question climatique, Extinction Rebellion (ou «XR») est LE collectif écologique actuellement en vogue. Fondé en 2018 au Royaume-Uni, le mouvement social, qui se veut horizontal dans son organisation, a depuis lors essaimé au niveau international. Son objectif: dénoncer l'inertie des gouvernements face à la question du changement climatique au moyen, entre autres, d'occupations de l'espace public spectaculaires mais toujours pacifiques. Le blocage du pont Bessières en septembre et la Limmat parée de vert: c'était lui. Le collectif écologique a récemment reçu le soutien de scientifiques et d'universitaires suisses, dont le Prix Nobel de chimie Jacques Dubochet.

En Suisse, les groupes locaux proposent depuis quelques mois aux membres, et à toute personne intéressée à rejoindre le mouvement, des ateliers d'une journée de formation à la désobéissance civile mêlant théorie et exercices pratiques.

Après un rappel des positions de XR et de la notion de «culture régénératrice» à la base du mouvement – soit une culture ouverte, bienveillante et résiliente, qui se soucie du bien-être de l'environnement autant que de celui de l'humanité –, la première étape consiste à réfléchir à la notion de non-violence et à notre rapport à la peur. Jusqu'où est-on prêt·e à aller pour défendre ses convictions? Comment préserver le respect de l'autre dans la radicalité? Est-ce légitime de cibler le directeur d'une grande banque? Si les opinions sont parfois divergentes, on s'accorde à désigner le système capitaliste comme dysfonctionnel.

Vient ensuite la problématique des enjeux juridiques et du comportement à adopter face à des forces de l'ordre que ces moyens de mobilisation d'un nouveau genre semblent parfois prendre au dépourvu. Faut-il obligatoirement décliner son identité? Comment apaiser une situation tendue par le dialogue? Est-ce une bonne idée d'avoir son téléphone sur soi? Quid d'un éventuel casier judiciaire? Autant de questions dont les réponses sont esquissées lors de jeux de rôles plus vrais que nature. Car, bien que XR fournisse consignes et lignes directrices, chaque action comporte son lot d'imprévus et ses risques de bévues.

Quand l'AfD entrave les jeunes

Alors que l'on célèbre cette année le trentième anniversaire de la chute du mur de Berlin, le nationalisme gagne du terrain en Allemagne de l'Est. La jeunesse résiste... ou s'en va. Reportage Markus Bickel

Ce matin-là, sur le boulevard Brühl à Chemnitz, métropole saxonne de 250 000 habitant·e·s, l'atmosphère est encore calme. Felix Kummer flâne le long des allées piétonnes du centre rénové. Le chanteur du groupe Kraftklub semble de

bonne humeur. En octobre, son premier album solo *Kiox* est sorti. Disponible sur son site internet, le CD est en vente exclusive à l'enseigne du coin, dans le bistrot populaire de l'ex-République démocratique d'Allemagne (RDA), « Die Glocke »

(la cloche). Après trois jours d'ouverture en octobre, ce *pop-up* store où est vendu le disque de Kummer se voit à nouveau contraint de fermer. Comme pour beaucoup de jeunes d'autres villes de Saxe, de Saxe-Anhalt, du Mecklembourg-



La ville de **Chemnitz, dans l'État de Saxe**, est devenu en quelques années le centre névralgique du nationalisme allemand. Ici, des jeunes skateurs devant un monument représentant Karl Marx.

Poméranie-Occidentale, de Thuringe ou du Brandebourg, le séjour du chanteur à Chemnitz est étroitement lié au contexte politique en Allemagne de l'Est.

Le spectre d'une alliance AfD-CDU | « Quand l'AfD (Alternative für Deutschland, parti d'extrême droite) aura définitivement pris le pouvoir dans le Land, je serai probablement parti d'ici, confie le trentenaire, juste avant les élections en Saxe du mois de septembre. Je balancerai mon esprit de clocher de Chemnitz par-dessus bord, je partirai pour Berlin et je m'embourgeoiserai », ironise-t-il. Son inquiétude se comprend à la lumière des scores de l'AfD qui, aux élections automnales, a obtenu 27,5 % en Saxe et 23,5 % dans le Brandebourg où un nouveau Parlement (*Landtag*) a également été élu. Ainsi, d'un point de vue purement arithmétique, les extrémistes de droite de Dresde pourraient former le nouveau gouvernement avec les membres de l'Union chrétienne démocrate (CDU); une alliance inédite en Allemagne depuis la Seconde Guerre mondiale. Bien que le Premier ministre-président CDU de Saxe, Michael Kretschmer, ait exclu toute idée de coalition avec l'AfD, en coulisse, les cadres du parti sont prêt·e·s à renverser la tendance.

Les temps ont changé en Allemagne: il y a trente ans, en octobre 1989, les défenseur·e·s des droits civiques descendaient dans les rues de Leipzig, Berlin-Est, Greifswald et Jena pour exiger la liberté d'expression et la démocratie, et ce, au péril de leur vie. Quelques mois plus tôt, les autorités de la RDA avaient ouvertement félicité le parti communiste chinois d'avoir réprimé les manifestations étudiantes de Tiananmen à Pékin, indiquant par là même que les manifestations allemandes pourraient, à leur tour, subir le même sort. Une menace visible: les troupes soviétiques et les chars de l'Armée populaire nationale se tenaient prêts à réprimer les manifesta-

tions du lundi (*Montagsdemonstrationen*) qui avaient débuté à Leipzig à l'automne 1989. Des centaines de manifestant·e·s furent d'ailleurs arrêté·e·s; les services de surveillance du ministère de la sécurité de l'État – plus communément appelé Stasi – tournaient à plein régime.

Résistance des communautés protestantes | Jusqu'à la fin de l'automne, une « solution à la chinoise » resta envisagée. Mais les instances dirigeantes du Parti socialiste unifié préférèrent la non-violence au bain de sang. Ce choix prépara le terrain du *Wende* (tournant) ou de cette « révolution pacifique », comme on appelle cette période en Allemagne. Car la nouvelle d'une absence probable de répression se diffusa comme une traînée de poudre parmi les manifestant·e·s à Leipzig et dans les autres Länder de l'Allemagne de l'Est, qui comptait 17 millions d'habitant·e·s. Cinq jours avant la chute du mur, le 9 novembre, plus d'un million de personnes se rassemblèrent sur l'Alexanderplatz à Berlin. Ce fut la première manifestation autorisée dans l'histoire de la RDA, onze mois avant sa chute.

« Des musicien·ne·s de toute l'Allemagne s'étaient alors élevé·e·s contre les néonazis et l'AfD. »

Ce sont avant tout les communautés protestantes qui ont alimenté la résistance contre le régime de la RDA. Comme dans de nombreuses autres villes, des défenseur·e·s de l'environnement, des militant·e·s des droits humains, des punks, des pacifistes de la ville de Karl Marx... trouvèrent refuge dans l'église Saint-Paul, longtemps avant les premières manifestations de 1989. Sans le soutien de l'Église, le système

sclérosé et répressif aurait sans doute été à peine ébranlé. Volkmar Zschocke se souvient très bien des soirées dans la cave des jeunes de la diaconie¹ sociale, à la fin des années 1980. Plutôt que de répéter en boucle les slogans du parti, l'heure était au questionnement, à la critique du régime.

Un concert contre les néonazis | Retour en 2019, boulevard Brühl à Chemnitz: Felix Kummer s'assied sur un banc public situé devant le bureau de sa circonscription. À ses côtés, Volkmar Zschocke, le député des Verts au Parlement du Land de Saxe. Le politicien se souvient, avec une pointe de nostalgie, de la levée de boucliers de plusieurs artistes allemand·e·s face à la montée des extrêmes, un an auparavant. Des musicien·ne·s de toute l'Allemagne s'étaient alors élevé·e·s contre les néonazis et l'AfD. « La situation actuelle des Länder d'Allemagne de l'Est fait oublier que, bien avant la chute du mur en novembre 1989, les néonazis ont sévi en RDA », raconte Volkmar Zschocke. Contrairement aux skinheads dans les milieux des hooligans – que l'État a laissé agir –, le député vert, lui, s'est rapidement retrouvé dans le collimateur de la sécurité de l'État pour ses positions critiques. Les parents de cet homme, né en 1969 à Leipzig, ont été profondément influencés par la morale protestante, qu'ils ont ensuite inculquée à leur fils: « Dire ce que l'on pense, ne pas plier l'échine face aux autorités. » De quoi s'attirer de graves ennuis au sein du régime communiste d'alors.

Plutôt que d'entamer une carrière académique où il aurait été muselé, Volkmar Zschocke choisit de faire un apprentissage d'outilleur et s'engagea dans des cercles pacifistes et écologistes. Ce faisant, il devint porte-parole local d'un mouvement qui voulait chan-

ger la RDA, et non pas la rattacher à la République fédérale, comme le revendiquaient des centaines de milliers d'autres personnes, sorties dans la rue pour la première fois peu avant la chute du mur. Deux slogans : « Désobéissance – un devoir civique » et « Courage de protester », figuraient sur les tracts utilisés dans des événements dont il était le co-initiateur, comme le « Club du vendredi » ou la « Rencontre des ados » à la fin des années 1980. Le militant apprit par la suite que la Stasi avait fait appel à cinq agents non officiels pour le surveiller, entre autres parce qu'il avait essayé de « manière ciblée et conceptionnelle de réunir des adolescents et des jeunes adultes au sein d'un groupe fixe et de les influencer de manière hostile et négative », comme l'indique un rapport de la sécurité d'État d'octobre 1989 à son sujet.

Marge de manœuvre réduite pour la société civile | Si l'État de RDA ne s'était pas effondré quelques semaines plus tard, Volkmar Zschocke aurait probablement atterri en prison. Étonnamment, c'est son engagement en faveur d'un service social et pacifique et sa volonté d'aménager des pistes cyclables qui, à l'époque, irritèrent les gardiens de l'État. Volkmar Zschocke avait en effet réussi à mobiliser de grands groupes de jeunes autour d'actions spontanées intitulées « Mobiles sans voitures », « Cyclistes de la ville ». Raison pour laquelle il porte aujourd'hui un regard bienveillant sur les activités de la jeunesse de Chemnitz. Comme dans beaucoup d'autres villes, des centaines de personnes y participent aux manifestations de Fridays For Future. « Je trouve que cette rébellion est une très bonne chose », déclare le quinquagénaire qui, dans les derniers jours du régime de RDA, s'était mis les forces de l'ordre à dos à cause de ses manifestations à vélo et s'attendait à une arrestation imminente.

Alors, quand trente ans après la révolution pacifique, le parti d'extrême droite AfD axe sa campagne électorale sur la tradition des droits civiques, cela laisse Volkmar Zschocke quelque peu songeur. « Achever le tournant », ou encore, « défenseurs des droits des citoyens, aux urnes » sont des slogans datant de cette révolution, alors symboles d'ouverture au monde. Slogans maintenant récupérés avec succès par les nationalistes pour appeler au vote : en septembre dernier, près d'un million d'électeurs et d'électrices leur ont donné leur voix au deuxième tour en Saxe et dans le Brandebourg.

Construire une culture du soupçon | Avec la montée de l'extrême droite, les conditions du militantisme se détériorent. Depuis des années, les militant·e·s d'Amnesty International se font attaquer sur leurs stands et l'organisation se fait insulter sur Twitter par des députés AfD, raconte Sebastian Lupke, qui coordonne les réunions du groupe local. « Dans un Land où l'ennemi politique a toujours été à gauche et où la société civile n'est pas la bienvenue, la marge de manœuvre est réduite, explique-t-il, même pour une organisation aussi sérieuse qu'Amnesty. » Par une tiède soirée, il s'est installé avec des sympathisant·e·s au « Lokomov », maison des jeunes de Chemnitz. L'invité de leur table ronde mensuelle sur les droits humains est un exilé vénézuélien. En novembre 2016, la maison des jeunes faisait les gros titres : des inconnus y commettaient un attentat à la bombe. Les gérant·e·s pensent qu'il s'agissait d'une tentative d'intimidation liée au projet d'une pièce de théâtre dénonçant les crimes du Parti national-socialiste souterrain (NSU). C'est aussi à Chemnitz que des militant·e·s de la NSU, responsable d'une dizaine d'assassinats racistes entre 2000 et 2007, se sont installé·e·s au tout début de leur cavale criminelle.

« Les militants violents d'extrême droite ne sont pas les seuls à restreindre les libertés d'expression et d'association, l'AfD aussi y participe », constate Sebastian Lupke, qui travaille dans le domaine du conseil et de l'aide aux réfugié·e·s. Tout cela, il l'a expliqué au conseil municipal de Chemnitz fraîchement élu, en vain. Avec les voix des député·e·s CDU, FDP, AfD et le groupe d'extrême droite « Pro-Chemnitz », le conseil municipal a en effet remis en question une tradition de pluralisme dans l'aide à la jeunesse.

Or ce qui se passe à Chemnitz à petite échelle risque de devenir une pratique de plus en plus courante en Allemagne de l'Est, après le succès de l'AfD en Saxe et dans le Brandebourg : l'annulation ciblée des subventions pour la jeunesse et la culture, en particulier à la campagne et dans les petites villes. « L'AfD discrédite la société civile et les engagements démocratiques », voilà peu ou prou le constat du chercheur en sciences sociales David Bergerich, de l'association Ensemble – Réseau pour la démocratie et l'ouverture sur le monde en Saxe-Anhalt. Vingt-cinq député·e·s de l'AfD siègent au Parlement de ce Land d'Allemagne de l'Est depuis 2016. « Il [le parti] veut construire une culture du soupçon », souligne David Bergerich.

L'asphyxie de la société civile fait partir de plus en plus de jeunes engagé·e·s des villes d'Allemagne de l'Est, qu'il s'agisse de Magdebourg en Saxe-Anhalt, de Rostock dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, ou encore de Chemnitz. Sebastian Lupke en a fait l'expérience au sein du groupe Amnesty de Leipzig. Jusqu'aux vacances d'été, un étudiant animait encore les réunions du groupe. Mais, le baccalauréat en poche, il n'est pas parti à Berlin, Cologne ou Hambourg, comme la plupart des camarades de son âge ; il s'est envolé vers la Colombie pour un an. |

¹ Institution caritative dans les églises chrétiennes.

À Gaza, un peuple en cage

Traumatisé·e·s par des décennies de conflit, saigné·e·s par les blocus israéliens ou les restrictions budgétaires imposées par leurs gouvernements, restreint·e·s dans leur liberté de circulation par l'autorité israélienne, les Gazaoui·e·s survivent plutôt qu'ils ne vivent. À moins de choisir l'exil. Reportage d'Olivier Pironet

Dans le centre-ville de Gaza, cœur battant de l'enclave, les rues restent animées malgré la crise économique due au siège israélien. Sur le marché aux primeurs, dans les boutiques de vêtements, dans les bazars, les vendeurs regardent nonchalamment passer les badauds. Mais inutile de haranguer le chaland : si les habitant·e·s aiment à flâner dans le quartier marchand, en général ils n'achètent que le strict nécessaire. Non loin, dans le souk du faubourg de Jabalia, les visages semblent résignés

derrière les étals encore remplis. En cette fin de journée, les allées se vident. La plupart des commerçant·e·s n'ont rien vendu, ou si peu.

Ces dernières années, le pouvoir d'achat des ménages gazaouis a fondu comme neige au soleil (- 60% depuis une décennie, selon l'Association des entrepreneurs palestiniens). Les prix à la consommation ont augmenté, tout comme les taxes sur les biens importés perçues par le Hamas au titre de la « solidarité nationale ». Beaucoup de familles

doivent se contenter de l'aide humanitaire fournie par les Nations unies – notamment sous la forme de coupons alimentaires pour les réfugié·e·s – ou par les organisations non gouvernementales ; 80% de la population en dépend. De surcroît, les fortes coupes dans les salaires des 50 000 fonctionnaires de l'Autorité palestinienne dans l'enclave, décidées en 2017 par le président Mahmoud Abbas par mesure de rétorsion contre le Hamas, ont aggravé la situation. Employé·e·s, enseignant·e·s, médecins...

© Val Yankin



Des enfants jouant sur un mur de béton à Khan Younés, une ville située au sud de la Bande de Gaza et réputée pour être une place forte du Hamas.

Toutes et tous ont vu leurs rémunérations amputées. « Depuis deux ans, ma paie a diminué de plus de la moitié », témoigne M. Arafat Helles, professeur à l'Université Al-Qods de Gaza et membre d'un grand clan familial traditionnellement proche du Fatah, le parti de M. Abbas.

M. Helles vit à Chajaya, un vieux quartier de la ville connu pour la pugnacité historique de ses habitant·e·s. Situé en bordure de la « frontière » israélienne, Chajaya a subi un déluge de feu lors de la guerre de 2014. Impacts de balles et trous d'obus parsèment encore les façades de nombreux immeubles, stigmates des affrontements qui opposèrent alors les fantassins israéliens aux combattants palestiniens. Israël pilonna la zone pendant plusieurs jours afin, disait-il, de détruire les tunnels construits par le Hamas entre Chajaya et son territoire. « L'offensive contre Chajaya a créé un profond traumatisme et hante encore les mémoires, raconte M. Helles. Il y a eu énormément de victimes, un grand nombre d'habitations ont été rasées et une partie des infrastructures détruites n'ont toujours pas été rebâties. » En l'absence d'aides publiques, le professeur a dû financer la réfection de son logement bombardé de ses propres deniers.

Tous les soirs, la police du Hamas dresse des barrages dans le secteur de Chajaya, comme dans d'autres quartiers situés à la lisière terrestre de Gaza, pour contrôler les allées et venues. Seul·e·s les riverain·e·s peuvent circuler une fois la nuit tombée. Une mesure officiellement mise en place pour lutter contre la criminalité – comme le trafic de stupéfiants –, mais aussi pour empêcher les attaques nocturnes à la barrière « frontalière » ou les tentatives d'infiltration en territoire israélien, conformément aux accords conclus lors des négociations indirectes entre Israël et le Hamas. Beaucoup de quartiers ou de faubourgs jadis effervescents offrent un tableau de quasi-désolation, y compris en pleine journée.

Les jeunes, en particulier, se morfondent. Les endroits où se distraire sont rares, surtout quand on est sans le sou, comme la grande majorité de ces jeunes, souvent bardé·e·s de diplômes mais confronté·e·s à une pénurie d'emplois. Tous les cinémas du territoire sont fermés depuis la première Intifada (1987-1993). Il n'y a guère que quelques cafés et les espaces publics où les jeunes peuvent se retrouver. Beaucoup, par ailleurs, s'adonnent aux paradis artificiels. L'usage de tramadol, un opioïde pharmaceutique en circulation sur le marché noir, a bondi depuis une dizaine d'années. La police du Hamas fait la chasse aux toxicomanes et aux trafiquants, avec de lourdes condamnations à la clé. Il ne fait pas bon non plus être arrêté·e pour fabrication artisanale d'alcool, dont la consommation est interdite. Même les plaisirs balnéaires sont limités : la mer est polluée. En raison du déversement des eaux usées dans la « belle bleue » et de la mise à l'arrêt des stations d'épuration, faute d'électricité, 75 % du littoral sont impropres à la baignade.

Nombre de jeunes Palestinien·ne·s n'ont d'autre souhait que de quitter l'« enfer » de Gaza, notamment pour poursuivre leurs études à l'étranger, voire pour s'y établir. Mais, du fait du siège militaire, les autorisations de sortie sont délivrées au compte-gouttes par Israël. Le terminal d'Erez, situé au nord de la bande côtière, est réservé à certains cas médicaux urgents, aux travailleurs et travailleuses à la journée trié·e·s sur le volet et à quelques hommes d'affaires. Pour voyager, les Gazaoui·e·s sont contraint·e·s d'utiliser le poste frontalier de Rafah. Situé à l'extrême sud de l'enclave, il est contrôlé par l'Égypte, sous la supervision de Tel-Aviv. Le Caire, qui collabore au blocus israélien depuis 2007, le gère également d'une main de fer. S'il a ouvert environ un jour sur deux en moyenne en 2018, permettant à 60 000 Palestinien·ne·s de l'emprunter dans le

sens des départs, il n'a été accessible que trente-six jours en 2017. Son fonctionnement reste tributaire du bon vouloir des Israélien·ne·s et des Égyptien·ne·s.

Les permis de sortie se monnayent en sous-main auprès des autorités égyptiennes de Rafah. Il faut déboursier entre 1000 et 3000 francs pour accélérer la procédure administrative. Un coût prohibitif, sachant que le salaire mensuel moyen à Gaza – pour celles et ceux qui ont la chance d'avoir un emploi – avoisine les 1500 shekels (environ 420 francs). Des milliers de Palestinien·ne·s voient leur dossier rejeté malgré l'argent versé, souvent au terme de longs mois d'attente.

Parmi celles et ceux qui ont pu bénéficier d'un titre de sortie et s'extraire du bourbier de Gaza, une part croissante choisit l'exil. Selon les estimations, 35 000 Palestinien·ne·s ne seraient pas retourné·e·s dans le territoire en 2018. Ce sont souvent des jeunes issu·e·s des couches aisées, parti·e·s effectuer un cursus universitaire à l'étranger ou qui ont pu y décrocher un emploi. Ils et elles se répartissent essentiellement entre la Turquie, les pays du Golfe et l'Europe. « Il y aurait actuellement en Turquie environ 45 000 Gazaouis, dont un grand nombre qui ne veulent pas revenir, et beaucoup tentent leur chance dans un pays européen », indique l'analyste Ahmad Yousef. La bande côtière doit également faire face à une fuite des blouses blanches. L'année dernière, 150 médecins n'ont pas remis les pieds à Gaza. Compte tenu de leur rôle crucial, les autorités du Hamas leur interdisent désormais de quitter l'enclave. Si certain·e·s relativisent le phénomène de l'exil, limité à la jeunesse dorée, d'autres, comme le professeur Helles, s'en inquiètent : « Gaza se vide de ses talents, à la grande satisfaction d'Israël. » |

Ce texte est d'abord paru dans « Le Monde diplomatique », édition de septembre 2019.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2019/09/PIRONET/60348>

BOUTIQUE-AMNESTY

Nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

OFFRIR POUR UNE BONNE CAUSE



TASSES À ESPRESSO

Faïence émaillée blanche, bord et bougie Amnesty noirs. Hauteur 7,5 cm, contenance 10 cl. Carton de 3 pièces.

Art. 2300.046 / Fr. 30.–



CARAFE À EAU

La carafe est fabriquée à partir de bouteilles recyclées, 0,7l.

Art. 2300.033 / Fr. 30.–

AGENDA CIVIL DE POCHE 2020

Format (9 x 18 cm), une semaine par double-page, reliure plastique souple, cahiers cousus, en français.

Art. 2430.108 / Fr. 15.–



CALENDRIER 2020 «REGARD SUR LE PEUPLE TA-MANG»

Un mois par page (30 x 30 cm), photos en couleur. Français et anglais.

Art. 2430.109 / Fr. 20.–



BONNET NOIR AVEC LOGO

Composé de 50% laine / 50% acrylique. Logo brodé. Fabriqué en Suisse. Taille unique.

Art. 2200.077 / Fr. 20.–



STYLO-BILLE CARAN D'ACHE

Le classique du design suisse aux couleurs d'Amnesty.

Confortable d'utilisation,

indémoudable, solide et rechargeable.

Fabrication suisse.

Solo, jaune, logo noir sur le côté gauche, encre bleue.

Art. 2420.023 / Fr. 25.–

COUTEAU DE POCHE VICTORINOX

Huntsman Lite

Avec 21 fonctions

Art. 2200.085.H / Fr. 63.–



Sportsman

Avec 13 fonctions

Art. 2300.037.S / Fr. 19.–

En étui avec un porte-mines (0,7 mm), logo en blanc sur le côté gauche.

Art. 2420.020 / Fr. 40.–



SAC À COMMISSIONS

Fait main à partir d'anciens sacs postaux neufs.

- Hauteur: 40 cm
- Largeur: 34 cm
- Profondeur: 14 cm

Art. 2200.083.H / Fr. 120.–

**D'AUTRES PRODUITS ATTRAYANTS PEUVENT
ÊTRE COMMANDÉS SUR LA BOUTIQUE EN LIGNE
SHOP.AMNESTY.CH**

BOUGIES DE COULEUR

Ces bougies sont aussi disponibles
en carton de 12 pièces sur demande.



aubergine, framboise, crème
paraffine, carton de trois bougies.

Art. 2700.037 / Fr. 24.–

rouge, orange, jaune
paraffine, carton de trois bougies.

Art. 2700.030 / Fr. 24.–



bleu glacier, vert pomme, bleu-gris
paraffine, carton de trois bougies.

Art. 2700.042 / Fr. 24.–



BOUGIES DE L'AVENT

En set de 4, plus grandes (14 x 6 cm), rouge.

Art. 2700.040 / Fr. 36.–



BOUGIES EN PURE CIRE D'ABEILLE

Carton de deux bougies.

Art. 2700.022 / Fr. 28.–

Les membres de la
Section suisse d'Amnesty
International bénéficient
de 10% de rabais sur
les publications et les
articles de la boutique, à
l'exception des bougies.

Envoyez vos commandes
à Amnesty International,
case postale, 3001 Berne,
ou commandez sur notre
boutique en ligne:
shop.amnesty.ch

JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. N°	Prix

Nom : _____ Rue : _____

Lieu : _____ E-mail : _____

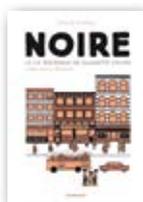
Tél. : _____ Signature : _____

Numéro de membre / client (si connu) : _____

Couvertures

Avant Rosa Parks

Claudette Colvin est née en 1939 dans la Cotton Valley, en Alabama. Issue des quartiers les plus populaires de Montgomery, elle incarne la discrimination intersectionnelle : c'est une femme, elle est pauvre, elle est jeune et, surtout, elle est noire. Mais, du haut de ses quinze ans, Miss Colvin est la première à avoir refusé de céder sa place à une Blanche dans un bus. Elle sera arrêtée neuf mois avant Rosa Parks et se révélera être à l'origine du premier boycott qui entraîna l'abolition des lois de ségrégation raciale aux USA. Un fait historique conté par Émilie Plateau dans la BD *Noire*, qui retrace un pan méconnu du mouvement afro-américain des droits



civiques et rend hommage à cette oubliée de l'histoire.

Joëlle Luisier

Noire, la vie méconnue de Claudette Colvin, Émilie Plateau, Éditions Dargaud, 2019, 136 p.

Droits des femmes à l'honneur

Il aura fallu attendre que la Convention sur l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) célèbre son 40^e anniversaire pour que soit publié un commentaire exhaustif de ce texte fondamental et de son protocole facultatif. Les professeur-e-s Maya Hertig-Randall, Michel Hottelier, Karine Lempen et leurs équipes, après avoir publié une excellente « Introduction aux droits de l'homme » en 2014, récidivent pour notre plus grand bonheur dans l'explication de texte. Les trois professeur-e-s parviennent à ne pas tomber dans les travers du jargon – si courant chez les juristes. Un langage simple nous permet de comprendre concrètement ce que sont les « droits des femmes ». Une lecture passionnante. Alain Bovard



CEDEF - La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole facultatif, Maya Hertig-Randall, Michel Hottelier et Karine Lempen, Éditions Schulthess, 2019, 818 p.

Héroïne malgré elle

Inspiré d'une histoire réelle, *Dieu existe, son nom est Petrunya* revient sur le destin d'une jeune femme en butte aux traditions patriarcales. Par Sabine Eddé

République de Macédoine du Nord, Chtip. Petrunya, 32 ans, est au chômage et vit chez ses parents. Ce jour-là, elle a rendez-vous pour un énième entretien d'embauche que lui a trouvé sa mère. Entre humiliation et harcèlement sexuel, cet entretien se passe mal. Petrunya en sort révoltée et commence à errer dans la ville, sans but. Dans ce jeune pays des Balkans, l'un des plus pauvres d'Europe, les opportunités professionnelles sont limitées, et ce d'autant plus pour une jeune universitaire diplômée en sciences humaines.

Les déambulations de Petrunya la mènent jusqu'à une procession de chrétien-ne-s orthodoxes, religion majoritaire du pays, venu-e-s célébrer une cérémonie traditionnelle de l'Épiphanie. L'effervescence des participant-e-s est palpable, et particulièrement celle d'un groupe de jeunes hommes. Ceux-ci n'attendent qu'une chose : sauter dans la rivière et récupérer la croix en bois que le pope y lancera à la fin de son sermon. La tradition veut, en effet, que le premier à se saisir de la croix gagne bonheur et prospérité. Mais cette fois, c'est une femme, Petrunya, qui la sort des eaux. Avec fierté, elle brandit cette croix qu'on lui arrache sur-le-champ. Elle parvient à la récupérer et fuit avec son butin. S'ensuit alors une chasse à la femme.

Résolue à défendre « son droit à la croix », Petrunya se rend finalement à la police. Une arrestation qui n'a rien de légal ; elle le sait, le commissaire et le pope aussi. Mais ici, l'ordre divin ne peut être transgressé. Il faudra alors trouver

une solution à cette délicate situation. Dans *God exists, her name is Petrunya* (2019), la réalisatrice macédonienne Teona Strugar Mitevska nous fait découvrir, tout en subtilité, les tentacules du patriarcat, en faisant dialoguer l'ordre religieux et l'ordre temporel. Tout en questionnant la place des femmes, elle traite de la question centrale de l'indépendance des institutions dans cette jeune démocratie des Balkans. Au centre du film, Petrunya et sa détermination, qui nous montrent comment nous devenons parfois féministes malgré nous. Un film tiré de faits réels, inspirant et étrangement familier... |



God exists, her name is Petrunya, Teona Strugar Mitevska, 2019, 100 minutes.

Une BD humaniste

D'Émile Bravo à Jérôme Jouvray, en passant par Dany, André Juillard ou encore Geluck et son inénarrable «Chat», ces personnalités ont en commun d'avoir été réunies sous l'égide des Éditions Dupuis pour mettre en images la Déclaration universelle des droits de l'homme à l'occasion de son 70^e anniversaire.

D'abord paru sous forme d'un numéro spécial du journal *Spirou*, ce florilège est aujourd'hui réédité en album cartonné. Les jeunes et les moins jeunes seront heureux d'y retrouver leurs héroïnes et héros favoris, parfois dans des rôles attendus – le Marsupilami n'est-il pas le meilleur avocat pour défendre la liberté individuelle, et Tamara n'est-elle pas la mieux placée pour protéger le droit

d'asile ? – parfois de manière plus surprenante. Des personnages endossant traditionnellement le rôle des « méchant·e·s » jouent ainsi des rôles différents et défendent à leur tour les libertés fondamentales. L'infâme Zorclub revendique, par exemple, le droit aux loisirs, et les affreux Dalton celui à la culture.

Par des illustrations tantôt amusantes, tantôt émouvantes, mais toujours pertinentes, cet album comble un manque et constitue un merveilleux outil pour expliquer de manière ludique à la jeune génération ce que sont les droits humains, et pourquoi ils constituent les fondements de nos sociétés. Pour reprendre la formule de l'éditeur, il s'agit d'une invitation « à défendre et à proclamer les principes universels de justice, d'équité et d'égalité

(...) que la Déclaration prône avec force depuis plus de 70 ans ». Un petit dossier introductif et le texte intégral de la Déclaration complètent utilement cet outil pédagogique à mettre entre toutes les mains ! | Alain Bovard



SPIROU, Défenseur des droits de l'homme, Éditions Dupuis, 2019, 48 p.

La farce moderniste

Avec *Absolument modernes!*, Jérôme Meizoz se penche sur la foi aveugle dans le progrès qui anime nos sociétés des Trente Glorieuses, prélude à la catastrophe écologique actuelle. À l'exemple du Valais, il égrène les ingrédients – culte du marché et croissance, science et technique – qui allaient conduire, pensait-on, vers un « avenir radieux ». L'auteur valaisan questionne les grandes étapes de l'épopée moderniste : création des compagnies bancaires, d'assurance et de réassurance, construction de barrages hydroélectriques, autoroutes et centrales nucléaires, avancées de la médecine. Il en rappelle aussi ses avatars les plus grotesques, couteau électrique ou Gym Tonic de Véronique et Davina.

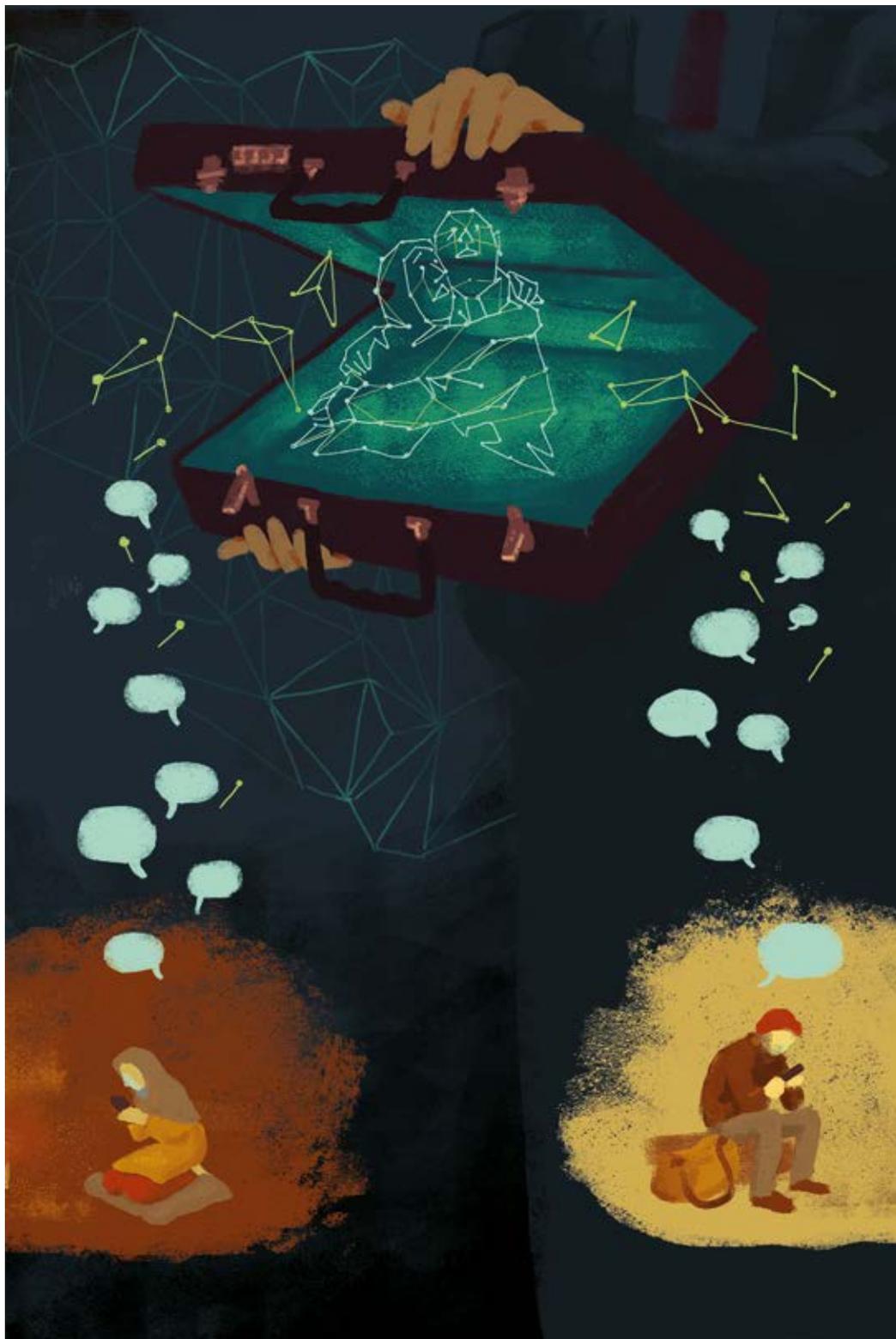
« Croissance ! Croit sens ! Croâ cens ! », scande le narrateur, singeant l'injonction

capitaliste au cœur de ces années. Des années qu'il fait revivre à travers son regard d'enfant et celui de son père, un ouvrier mécanicien convaincu des bienfaits du progrès. « J'ai eu honte de notre naïveté, de notre ignorance. Et j'ai aimé ce progrès, de tout mon cœur de gosse, sans en connaître le contenu. Plus tard m'est apparue sa face destructrice. » Chemin faisant, Meizoz raille le continuum des méthodes utilisées pour lutter contre le réchauffement climatique. « La situation est la suivante : on a employé nos pères à détruire ce monde, on voudrait maintenant nous faire travailler à sa reconstruction et que celle-ci soit, pour comble, rentable. » Et, poète, il nous convie au règne des fées Minimum, Vertige et Frisson, « qui sillonnent le pays pour inviter les gens à changer de vie » et « partout font

surgir l'amour et le désir de paresser sur la terre ». Un tableau à la fois intimiste et documenté, lucide et mordant, de ce qui compose notre monde. Le tout porté par une écriture singulière et évocatrice. Magnifique ! | Nadia Boehlen



Absolument modernes!, Jérôme Meizoz, Éditions Zoé, 2019, 160 p.



© Léandre Ackermann

Anne Frank, mémoires en scène

Plus actuels que jamais, Anne Frank et son célèbre *Journal* foulent les planches du Théâtre de Vidy dans une mise en scène joyeuse et dynamique. Rencontre avec la comédienne Judith Goudal. Par Emilie Mathys

▷ **AMNESTY** Comment aborde-t-on l'une des personnalités les plus lues de l'histoire contemporaine ?

◁ **Judith Goudal** : Interpréter un personnage qui a existé est une responsabilité différente que de jouer un rôle de fiction. Les attentes du public ne sont pas les mêmes, car il a l'impression de déjà connaître Anne Frank. Ce qui m'a aidée, c'est de me dire qu'il la connaissait sans doute comme moi je m'en souvenais ; davantage en raison de son destin tragique que pour son véritable talent d'écrivain, ses traits d'esprit, sa sensibilité et son intelligence hallucinante... toutes ces qualités qui éclatent dans son *Journal* et qui en font une personnalité proche de nous, encore aujourd'hui. Nous n'avons pas non plus cherché la ressemblance physique à tout prix, ni pour moi, ni pour mes collègues Yann Philipona et Laurie Comtesse, qui jouent Peter et Margot. Toute l'équipe travaille à faire honneur, dans tout ce qui compose la pièce, à l'esprit général du *Journal*.

▷ **Le journal d'Anne Frank est un témoignage très dense. Sur quels aspects avez-vous choisi de mettre l'accent ?**

◁ En effet, il y a eu un énorme travail de texte, d'autant plus qu'il en existe plusieurs versions. Geneviève Pasquier et Nicolas Rossier, les metteurs en scène, ont choisi de travailler sur toutes les versions, chacune d'elles étant extrêmement riche. Il y a une vraie évolution dans les textes d'Anne

Frank, non seulement en tant que personne, mais aussi comme écrivaine. Au début du livre, la candeur est très présente dans son écriture, il y a beaucoup d'humour et d'optimisme dans l'avenir. Puis elle connaît un épisode dépressif. Après ce dernier, c'est comme si une fenêtre s'ouvrait, ses écrits sont plus longs, presque des essais. La liberté qu'elle n'a pas autour d'elle, elle la prend dans son journal à travers lequel on voit le monde. Elle parle de famine, de féminisme, des premiers émois amoureux, de l'incompréhension de soi, des relations avec sa mère...

▷ **Enfermement forcé, discrimination religieuse, exclusion sociale, torture... autant de thèmes en résonance avec l'actualité...**

◁ Il est tragique de se rendre compte que ces schémas sont universels et se rejouent indéfiniment. À l'époque de la Deuxième Guerre mondiale, internet n'existait pas. Aujourd'hui, on ne peut pas dire que l'on ne sait pas, ce qui ne signifie pas pour autant que l'on sache quoi faire ou par où commencer pour enrayer ces logiques destructrices. Il y a un vrai sentiment d'impuissance. En tant que comédienne, c'est une chance de pouvoir faire entendre à quel point Anne Frank est comme nous.

C'est aussi l'occasion de rappeler que les gens en détresse ont une vie, des rêves, ils ne sont pas uniquement ce qu'ils subissent.

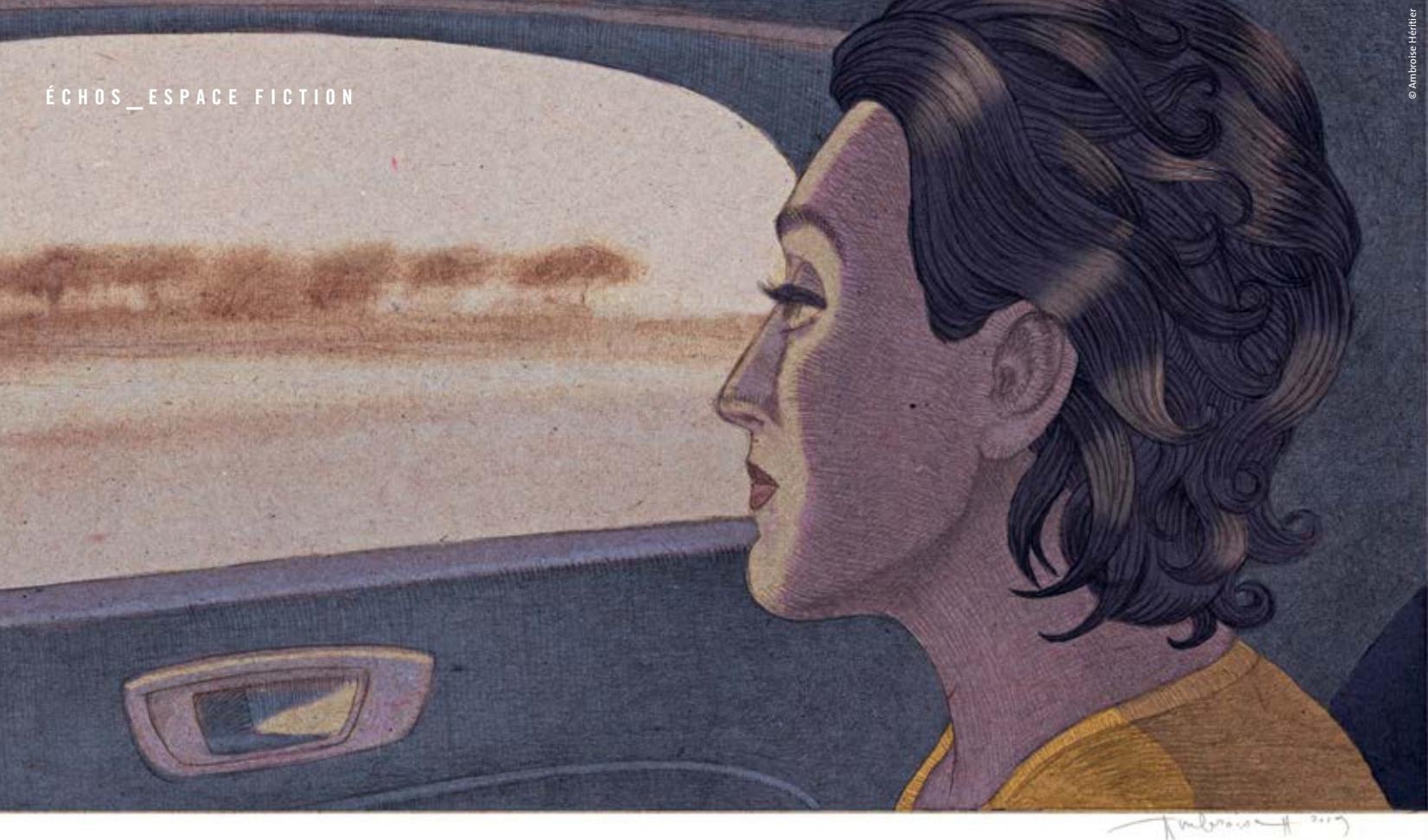
▷ **Justement, le théâtre peut-il jouer un rôle dans la conscientisation ?**

◁ Le théâtre est un art vivant, le public et les comédiens sont dans l'instant, la présence. Le temps d'une représentation, on est amené à rentrer dans la tête d'un autre, à en recevoir les émotions, à comprendre des situations qui paraissent incompréhensibles. Il est essentiel, pour le vivre ensemble, d'arriver à faire un pas de côté par rapport à notre vision du monde. Le théâtre est une vraie machine à empathie. |



Judith Goudal incarne sur les planches une Anne Frank joyeuse et pleine d'espoir.

Le Journal d'Anne Frank, de Geneviève Pasquier et Nicolas Rossier, avec Judith Goudal, Laurie Comtesse et Yann Philipona, du 28 novembre au 19 décembre 2019 au Théâtre de Vidy.



LA BALANÇOIRE

C'est Alice qui a proposé à René, son mari, d'emprunter la route cantonale. Elle aime cette longue ligne de goudron étroite qui longe la voie ferrée jusqu'à l'entrée de la Ville. Les non-lieux de plaine aux alentours, laissés à l'abandon depuis que le trafic a été aspiré par l'autoroute. Elle colle son visage contre la vitre pour regarder les fils électriques suspendus au-dessus des rails. Des fils tenus par des poteaux en bois vétustes qui, dans l'obscurité, lui parlent de tableaux de Hopper. Elle regarde les ceps de vigne qui se répandent jusqu'aux parois rocheuses des flancs montagneux. Le bâtiment de la gare en bois, improbable et désaffecté, la carrière dont l'usage lui a toujours paru mystérieux. Et les quelques machines de chantier laissées à l'abandon, au pied des collines de gravats et de poussière. Elle ne saurait dire pourquoi, voir ces machines de chantier l'a toujours rassurée.

Elle se souvient de ces moments où, enfant, elle collait son visage contre la vitre de la voiture de son père pour s'échapper de l'univers clos de sa famille, pour s'imaginer des ailleurs

qui lui semblaient propices. De ce rêve qu'elle faisait éveillée de survoler le monde en tapis volant, avec pour seuls biens quelques beaux vêtements empilés flottant au-dessus de l'engin aérien. Elle se revoit au pied de la maison de ses grands-parents, installée sur la balançoire qu'elle fabriquait avec une planche épaisse et des cordes qui traînaient dans la maisonnette de jardin. Alice s'y balançait pendant une éternité. Une éternité à s'imprégner de la chaîne de montagnes à l'horizon, des forêts hautes et des prairies à vaches tout autour d'elle. Une éternité à laisser son esprit voguer en des instants rêvés, loin du monde de son enfance.

René lui demande de choisir un CD dans la boîte de fer rouge posée derrière le frein à main. Sur la surface de chaque disque, il a tracé des mots ou des dessins (vagues, soleil, signe de l'infini, trois petits points) au feutre indélébile, qui renvoient à leur contenu musical. Son mari est le seul à connaître le lien entre ces sigles et la musique. Alice lit les noms ou décrit les figures griffonnées sur la surface des disques. Après avoir fait

passer une dizaine de CD entre ses mains, elle demande :

– Il est sur quel disque, le duo Bob Dylan et Johnny Cash ?

– *The girl from the north country* ?

– Oui.

– Sur celui avec les vagues.

Alice introduit le disque qu'ils ont choisi d'écouter dans le lecteur de CD de la voiture.

– C'est laquelle, la chanson ?

– La quatre.

Elle pose sa main au-dessus du genou de René et se penche contre son épaule pour savourer la musique avec lui.

Elle regarde ses cheveux, épais, foncés. Ses yeux noirs, un noir chaud, intense. Un noir qui pourrait indiquer une ascendance africaine ou indienne. Ce moment où elle a attendu René sur l'esplanade de la rue qui descend en pente raide jusqu'à la gare lui traverse l'esprit. Elle est assise sur des lattes en bois. Autour d'elle c'est sale. Berlingots, cannettes, bouteilles en PET et paquets de cigarettes vides. Cuillères en plastique, emballages de paquets de bonbons et de barres de chocolat, paquets de chips vides. C'est sale, et pourtant elle reste là à attendre. Quelques pigeons font des va-et-vient inutiles pour voir s'il y a quelque chose à débusquer. Elle entend les véhicules qui longent de manière ininterrompue le vaste bâtiment de la gare. Le bruit des passants et des valises qu'ils tirent sur l'asphalte, le brouhaha d'un groupe d'enfants sur la rue qui mène au centre-ville. En face d'elle, dans un cabinet de médecine chinoise, elle aperçoit un homme penché à la fenêtre. Chemise blanche, les cheveux gras et le regard fuyant, il l'observe en silence, faisant mine de se concentrer sur sa cigarette. Presque au même moment, elle sent la main de René frôler avec une douceur extrême son épaule. Elle lève la tête dans sa direction et lui sourit.

Elle admire la manière dont il a installé son travail d'architecte. Une PME pour un travail d'indépendant. Une architecture aux lignes épurées, mélange de matériaux bruts, bois et béton. Des constructions attentives à l'environnement dans lequel elles s'intègrent. Petit à petit, le regard de René l'a amenée à mieux composer, presque à construire les toiles dont elle a toujours su chercher en elle les sujets dans ses moments de rêverie. Oui, il l'a poussée à travailler ses toiles pour qu'elles deviennent des œuvres abouties, puis à les regrouper selon les matières et les thèmes abordés. Elle a conçu un premier tableau qu'elle a jugé digne d'être montré. Un monotype pour un horizon bleuté, un bleu intense, hypnotique, une teinte quasi aquatique, qui par endroits vire au noir, avec de fragiles incursions de lumières. Puis elle a réalisé plusieurs pièces avec pour point commun cette alternance de lumières et de sombres multiples, bleu pétrole, nuances de gris, gris intenses jusqu'au noir. Des étendues souvent traversées par une empreinte humaine, parfois infime, une route qui prolonge l'horizon, la lueur d'un lampadaire ou d'un arrêt de bus. Première exposition, critiques favorables et quelques ventes. Mais il lui faut peindre davantage, mettre en images ces idées qui

la traversent et souvent s'échappent d'elle, faute de temps pour y réfléchir et les travailler en esquisses. Elle songe à fixer dans une série de tableaux, dont la composition emprunterait à la photographie, l'intrusion parfois incongrue de la modernité et de la migration dans des lieux longtemps restés traditionnels ou vierges de cette présence.

Mais il y a tant à faire, tant à penser, sans arrêt, encore et encore. Préparer le déjeuner pour les enfants, veiller à ce qu'ils se brossent les dents, se coiffent, préparer le contenu de leur récré. Pendant le trajet à pied jusqu'à son lieu de travail, lister mentalement les courses qu'il faudra faire le soir, les rendez-vous à agencer pendant la semaine, pédiatre, lunettes de son fils à redresser, cours de tennis pour l'hiver à organiser. Habits à acheter pour le changement de saison. Penser au repas du soir, à préparer en même temps qu'elle révisera les mathématiques avec sa fille. Au travail, profiter des pauses et appeler les grands-mères pour organiser le goûter, les trajets des enfants au foot et à la gym.

Alice a contribué à faire de la bibliothèque qui l'emploie un espace ouvert sur la Cité. Un lieu d'exposition, de rencontre avec les auteurs, un lieu proposant divers événements, lectures de contes, ateliers d'écriture, conférences. Elle est fière des changements qu'elle a su insuffler à cette institution autrefois si statique, grisâtre et recluse. Elle agence toutes ses activités professionnelles en prenant garde qu'elles n'empiètent pas sur son temps de maman, et sur ce temps si désespérément tenu de peindre qu'elle a commencé à s'aménager. Ranger l'appartement le soir, coûte que coûte, quand les enfants sont couchés, pour que le temps qu'elle perd à le faire ne rogne pas sur les moments de journée qu'elle aurait pour peindre, les quelques heures où les enfants seront avec leurs grands-parents. Ces moments où le temps s'arrête enfin. Avant de se coucher, liquider encore l'administratif, e-mails, factures, justificatifs divers à assembler. Et préparer les affaires que les enfants prendront avec eux le lendemain. Oui, les femmes ont gagné en indépendance, songe-t-elle. Petit à petit, elles se sont donné les moyens d'exercer de beaux métiers. Des métiers qui les ancrent au monde, des métiers grâce auxquels elles développent des compétences, grandissent et parfois se réalisent, des métiers qui leur permettent une indépendance financière. Mais tout se passe à présent comme s'il était normal qu'elles travaillent, assument leur indépendance financière, voire génèrent une partie substantielle du revenu familial, tout en portant encore l'essentiel des tâches éducatives et d'intérieur. En accédant aux études et à des emplois dignes de ce nom, en obtenant leur indépendance, elles ont en quelque sorte doublé la charge qui pèse sur elles. Dans les cours d'école, dans le regard de la famille ou dans le regard social, et dans celui des hommes, c'est toujours d'elles qu'on attend qu'elles veillent sur les enfants ou à la bonne tenue de leur maison. On s'attendrit d'un père qui passe une fois ou l'autre dans les préaux, mais on soupçonne vite une mère de ne pas en faire assez si elle n'apparaît pas régulièrement dans ces espaces.



Alice recolle son visage contre la vitre de la voiture. Elle songe à sa famille, dont elle aime tant sentir la chaleur autour d'elle. Des images d'instantanés partagés lui traversent l'esprit. La soupe de courge que René laisse mijoter pendant que les enfants prennent leur bain, et dont l'odeur se répand dans le salon. Le temps passé à table tous les quatre, à observer les oiseaux depuis la fenêtre, à se raconter la même histoire de manières différentes : la manière fâchée, la manière triste, la manière joyeuse... Les longs déjeuners du dimanche avec les œufs à la coque, le pain toasté et les jus de fruits. Les films qu'ils regardent sous la couette, même ces histoires d'insectes, qui l'impatientent tant. Leurs marches en forêt agrémentées d'une grillade ou d'un pique-nique, les lectures qu'ils font ensemble aux enfants avant qu'ils s'endorment.

Elle aimerait vivre une fois encore ce lien d'infinie douceur entre elle et son nouveau-né. Mais elle ne veut pas faire davantage, porter davantage. Elle ne veut pas que la liste sans fin des tâches domestiques s'allonge encore, elle ne *peut* pas. Elle commence à peine à bénéficier de l'indépendance qu'acquiert ses enfants pour s'isoler et peindre. Avec un nourrisson, ce temps si court de création qu'elle s'est aménagé serait englouti à nouveau. À moins que René ne s'implique davantage dans l'organisation des tâches domestiques. Que ce soit lui qui assume principalement l'intendance de la scolarité et des activités du dernier-né. Non, elle ne *peut* pas porter plus. Mais comment lui faire comprendre. Comment l'amener à prendre l'initiative pour ces tâches, faire en sorte qu'il ne soit pas seulement un exécutant de quelques corvées domestiques en appoint à son travail à elle, et seulement après

qu'elle le lui a demandé. Comment faire pour qu'il anticipe, prévoie et prépare les milliers de tâches infimes que requiert l'éducation d'un enfant, sans qu'elle le lui rappelle sans cesse, ou sans qu'elle ait même à y penser.

De famille nombreuse, René a toujours rêvé de recréer à son tour une grande maisonnée. Elle songe à cet épisode de la poubelle, quelques mois après qu'il lui a proposé de faire un troisième enfant. Cette fameuse poubelle qu'elle a refusé tout net de soulever quand il le lui a demandé, ce refus qu'il lui a tant reproché, pointant du doigt son égoïsme. Oui, cette poubelle ce n'était peut-être rien, et elle aurait pu la vider. Mais dans l'esprit d'Alice, ne pas soulever cet objet était un moyen de tester si René l'allégerait *vraiment* dans les tâches du quotidien si un autre enfant venait à naître. Et dans son esprit, accepter de prendre la poubelle, c'était comme renoncer à peindre.

Alice décolle son front de la vitre de la voiture. Elle s'incline vers René et effleure ses cheveux en lui souriant.

– La chanson de Nina Simone, *How it feels to be free*, elle est sur ce disque, non ?

– Oui, c'est la neuf ou la dix, dit-il en lui renvoyant son sourire. Aux abords de la ville, René bifurque pour emprunter la route qui monte à flanc de coteau. Une lumière automnale se répand sur le vignoble dont les feuilles ont commencé à se colorer de rouille et d'or. Alice se revoit lorsqu'elle était enfant, sur la balançoire au pied de la maison de ses grands-parents. Elle a tant besoin de s'évader. | Nadia Boehlen

PORTEUR DE VOIX

Rendez-vous est donné à Sion, un matin d'août, au café La Cabine. L'un de ces espaces hybrides comme on en fait aujourd'hui et qui, outre un bar, comprend une boutique et des places de coworking. Moderne et dynamique, à l'image de l'enfant de la région, le socialiste Mathias Reynard, qui nous rejoint casque de vélo à la main avec un brin de retard. Même s'il a la mine de celui qui revient de vacances, la période n'est pas de tout repos pour le trentenaire. À l'approche des élections fédérales, campagne oblige, les heures de sommeil se font rares. Sans compter que le candidat au Conseil national et au Conseil des États est également professeur de français et d'histoire au cycle d'orientation de Savièse. Il fait partie des rares milicien-ne-s siégeant au Parlement, comme il tient à le rappeler.

« J'adore mon travail, mais c'est comme pour la politique: je ne pourrais pas faire que ça. Aujourd'hui ma vie est

équilibrée », explique Mathias Reynard. « C'est essentiel pour garder les pieds sur terre, se connecter à la réalité. Retrouver mes élèves après trois semaines de session politique à Berne est une bouffée d'air frais! », ajoute-t-il. Des étudiant-e-s avec lequel-le-s il aborde les thèmes qui lui tiennent à cœur et l'ont fait connaître du public: l'égalité entre genres, la lutte contre l'homophobie et la transphobie, ou encore la justice climatique et le congé paternité. « J'essaie de faire en sorte que mes élèves développent un esprit critique. C'est aussi le rôle de l'École que de former de futurs citoyens », souligne le socialiste, qui observe une « conscience accrue » des jeunes pour les enjeux de société par rapport à ses débuts dans l'enseignement, il y a bientôt 10 ans. En témoignent, notamment, l'extraordinaire mobilisation pour les grèves climatiques et celle du 14 juin dernier, lors de la Grève des femmes. Un vent d'optimisme a soufflé sur notre société,

selon le Saviésan, qui s'est, lui, très tôt lancé dans l'arène politique. « J'ai passé la moitié de ma vie dans le militantisme! » Il rejoint en effet les Jeunes Socialistes à 15 ans, puis les Socialistes valaisans à 16 ans. « Depuis toujours, l'injustice me rend fou. Aujourd'hui encore, elle est le moteur de mon action », insiste-t-il. « Je n'ai pas grandi dans un milieu engagé politiquement. Mais une bonne partie de ma famille travaillant dans le bâtiment, j'ai depuis petit été sensibilisé aux conditions de travail dans ce domaine, et à la souffrance qui en découle. Nous étions d'ailleurs dans un discours de classe que militant », observe Mathias Reynard, qui est aussi président depuis 2013 de l'Union syndicale valaisanne. Le goût du débat, il l'acquerra au contact d'un camarade de classe, catholique intégriste aux idées conservatrices: « Grâce à lui, j'ai compris que si on ne s'engageait pas, d'autres feraient entendre leurs voix. »

À ce jour, le Valaisan a déposé plus de 200 interventions, ce qui en fait l'une des personnalités les plus proactives de la Berne fédérale. La majorité de ses interventions déposées à Berne font du reste suite à des lettres d'anonymes. « Le rôle d'un parlementaire est de porter la voix des gens. C'est grâce à eux que je garde ma motivation », insiste-t-il. « En tant qu'homme blanc et hétéro, n'étant pas sujet à des discriminations, c'est aussi plus simple de se faire entendre, concède le socialiste; j'utilise ce privilège pour porter des causes. » Celui qui croit fermement en la complémentarité du civil et du politique verra son initiative pour condamner l'homophobie, lancée en 2013, enfin votée en février 2020. Une belle surprise, car il est rare qu'une initiative aboutisse à un projet concret de loi. « Si je n'avais pas envie de changer le monde, je ne ferais pas de politique », sourit le trentenaire. | Emilie Mathys



Le socialiste **Mathias Reynard** a raté de peu un siège au Conseil des États, malgré l'important soutien dont il a bénéficié en Valais romand.



ENGAGEZ-VOUS AVEC AMNESTY POUR LES DROITS HUMAINS!

AGIR AU SEIN D'UN GROUPE

Dans toute la Suisse, des personnes s'engagent avec Amnesty International. Également dans votre région. Pour en savoir plus : www.amnesty.ch/agir

EN VERSANT UN DON

Votre soutien financier, qu'il soit ponctuel ou régulier, fait concrètement avancer la cause des droits humains. Vous trouverez un bulletin de versement joint à ce magazine.

**INSCRIVEZ-VOUS ET RECEVEZ
GRATUITEMENT LA NEWSLETTER
WWW.AMNESTY.CH/NEWSLETTERS**

AMNESTY YOUTH

AMNESTY YOUTH est un réseau de jeunes qui s'engagent en Suisse pour rendre le monde meilleur. Plus d'infos: www.amnestyyouth.ch

EN LIGNE

À l'adresse www.amnesty.ch/agir, vous découvrirez les informations les plus actuelles sur nos activités ainsi que les différentes possibilités de vous engager pour les droits humains.



AMNESTY INTERNATIONAL Section suisse
Speichergasse 33 . Case postale . 3001 Berne
T: +41 31 307 22 22 . F: +41 31 307 22 33
info@amnesty.ch . www.amnesty.ch
CCP: 10-1010-6 . IBAN: CH08 0900 0000 1000 1010 6